**JECO le 15 au 17 novembre 2022**

**Vous trouverez ci-joint les notes prises lors des JECO du 03 au 05/11/2021.**

**La plupart des conférences sont accessibles par vidéo sur le site des JECO.**

**Il s’agit de notes avec tout ce que cela comporte de défauts et de maladresses de rédaction.**

***La plupart des conférences citées ont été filmées et sont disponibles sur le site des JECO.***

**Séance d'ouverture 2022 le 15 novembre 2022 de 10h à 11h**

Président : **Pascal Le Merrer** Directeur Général des Journées de l'économie

**Emeline Baume** 1ère Vice-présidente de la Métropole de Lyon à l’Économie, emploi, commerce, numérique et commande publique

**Andrea Joss** Membre du Directoire de la Caisse d’Epargne Rhône Alpes

**Stéphanie Pernod** Première vice-présidente, déléguée à l’économie, à la relocalisation, à la préférence régionale et au numérique, Région Auvergne Rhône-Alpes

**Jean Tirole** Président honoraire TSE & IAST

**Présentation :** Après la fin de «la fin de l’histoire», l’humanité se trouve dorénavant face à un tournant majeur avec de multiples scénarios possibles et très divergents. Ce sont nos choix collectifs qui vont être déterminants face aux tensions géopolitiques, aux enjeux environnementaux et sanitaires, aux défis sociétaux et démocratiques, au vieillissement et à la transition numérique. Comment la France peut écrire son destin au cours de cette décennie absolument déterminante pour le prochain chapitre de l’histoire humaine sur la planète terre ?"

**Informations pratiques :** Horaire :Mardi 15 novembre - 10h00 - 11h00 Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C4 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

**Tirole :**

Inflation exogène est importée qui va nécessiter de réduire la consommation et de protéger les plus pauvres.

Spirale inflationniste davantage endogène dans une économie en surchauffe avec les plans de relance. Il faut calmer le jeu et la politique monétaire a un rôle à jouer.

Il faut une vérité des prix et éviter de bloquer trop longtemps les prix ce qui limite effectivement l’inflation.

On a bénéficié de 25 ans de déflation mais dans ce cas d’inflation, il faut moins consommer.

**Emeline Baume** 1ère Vice-présidente de la Métropole de Lyon à l’Économie, emploi, commerce, numérique et commande publique

Dans le financement des territoires, l’Europe a un place importante et finance de nombreuses activités.

**Stéphanie Pernod** Première vice-présidente, déléguée à l’économie, à la relocalisation, à la préférence régionale et au numérique, Région Auvergne Rhône-Alpes

Sur les décisions, la question se pose de l’équité et de la justesse et du niveau de prise de décision.

Sur l’économie solidaire, le rôle des banques est important.

**La France à l'horizon 2030 de 11h à 12h**

**Gilles de Margerie** Commissaire Général de France Stratégie

**Cécile Duflot** Directrice générale OXFAM France

**Hélène Rey** Professor of Economics - London Business School

**Isabelle Méjean** Professeure de Sciences Economiques, Sciences Po

**Eva Sadoun** Présidente et co-fondatrice de LITA.co/Rift

**Jean Tirole** Président honoraire TSE & IAST

**Modérateur : Alexandra Bensaid** France-inter et France 2

**Présentation :** Après la fin de « la fin de l’histoire », l’humanité se trouve dorénavant face à un tournant majeur avec de multiples scénarios possibles et très divergents. Ce sont nos choix collectifs qui vont être déterminants face aux tensions géopolitiques, aux enjeux environnementaux et sanitaires, aux défis sociétaux et démocratiques, au vieillissement et à la transition numérique. Comment la France peut écrire son destin au cours de cette décennie absolument déterminante pour le prochain chapitre de l’histoire humaine sur la planète terre ?

**Informations pratiques :** Horaire :Mardi 15 novembre - 11h00 - 13h00

**Gilles de Margerie** Commissaire Général de France Stratégie

On a pris du retard pour la neutralité carbone.

Il faut électrifier.

Or on ne dispose pas de toute l’électricité dont on a besoin.

L’énergie est devenue rare et imprévisible.

Se pose la question des choix énergétiques et la question de la sobriété.

C’est faisable mais il faut s’en occuper dès aujourd’hui.

On va passer du flux d’énergie le pétrole par des investissements et donc du capital.

La population vieillit et la croissance potentielle est faible (gaind e productivité).

On doit donc changer notre système de protection sociale sans avoir els mêmes atouts que quand on a créer le système actuel.

On ne sait pas aujourd’hui si la décarbonation des énergies sera positive ou pas sur l’emploi.

Pour certains domaines cela crée des emplois (ex : isolation des appartements, 2nd œuvre du bâtiment).

Il faut éclaircir ces points pour clarifier cette question.

**Cécile Duflot** Directrice générale OXFAM France

La question de l’adaptation se pose aujourd’hui.

Mega feu en France cet été par exemple.

On a pris beaucoup de retard.

Il s’agit de commencer à penser des impacts des déséquilibres écologiques.

On a construit un pays dans un environnement écologique stable. Or il faut prendre en compte dès maintenant ce changement de trajectoire.

Le GIEC pour la 1ere fois a parlé de la question de la justice sociale et des inégalités dans le cadre du contexte écologique et de la transition écologique.

Se pose la question de l’investissement public et des infrastructure et des choix de consommation des ménages.

La réglementation est au cœur du débat.

3 dimensions à articuler :

* Réforme dans le transport
* Réforme dans le bâtiment
* Réforme dans l’alimentation.

Il faut investir et réglementer.

Il faut penser globalement.

Cela peut être une décennie très difficile

Il y a des boucles d’évolutions climatiques prévisibles mais certaines sont imprévisibles.

Il faut gérer cette incertitude.

Il faut aller beaucoup plus vite.

Cela ça coûte beaucoup mais si on ne le fait pas cela coutera beaucoup plus cher.

La volonté politique et la mobilisation sont sous-contrainte.

**Jean Tirole** Président honoraire TSE & IAST

Le pbl climatique est une bombe à retardement.

A CT ça ne change pas grand-chose mais à LT on va dans le mur.

Il y a des pbl de perception entre le CT et LT.

Il va falloir mettre des mesures compensatoires pour mettre en œuvre des réformes acceptées politiquement.

Il va y avoir des problèmes de redistribution.

Il est difficile de faire passer les réformes.

Il va falloir créer des incitations. Cela ne suffit pas les discours.

Il ne faut pas être les ayatollahs du prix du carbone car cela a des effets pervers.

Même une taxe carbone ne suffit pas on a pris de nombreux retards sur la R&D et l’innovation.

Il faut des normes à mettre en œuvre, de l’électricité.

Il faut des actions à l’international et que l’Etat prenne ses responsabilités sans reporter les éléments sur la BCE, les institutions de l’UE.

Une réflexion doit être faite au niveau européen. La France n’existe pas, c’est l’Europe.

En matière d’énergie, il y a encore de la régulation nationale et non européenne.

Ex : le solaire en Espagne et l’éolien en mer du Nord et par conséquent il faut des réseaux européens et nationaux.

En Europe, le système des permis d’émission a un prix raisonnable. Ce système se délite avec les boucliers tarifaires avec un danger : aucun changement de comportement.

L’All donne 28 Mds de permis de droit négociable et l’Europe augmente ses droits négociables au détriment du prix du carbone.

L’Europe qui était un modèle est beaucoup moins un modèle.

**Isabelle Méjean** Professeure de Sciences Economiques, Sciences Po

Le Co Ial crée de nouvelles émissions mais peut permettre des économies.

Il permet de déconnecter l’émission produites en polluant et le lieu de consommation.

UE 8.1 % des émission mondiales en 1/3 de l’empreinte carbone européenne est importée pour 16% du PIB mondial, 6% de la population mondiale.

Le marché carbone est assez efficace mais crée des risques de fuite carbone (importation de produits générant beaucoup d’émission de carbone). Pour compenser on distribue gratuitement des quotas carbones.

Green new deal prévoir

* L’extension du marché carbone (secteur du transport)
* La mise en place d’un ajustement carbone aux frontières.

Ce système est ambitieux.

L’objectif n’est pas de rétabllir la compétitivité mais de couvrir l’empreinte carbone importée en supprimant les allocations de permis gratuit aux entreprises.

Taxe carbone, c’est la 1re fois que l’on a la coordination entre la politique environnementale et la politique commerciale.

Aujourd’hui la politique commerciale taxe très peu les produit les plus polluants par conséquent, il faut coordonner avec la politique environnementale.

La fragilisation de l’OMC multilatéral pose problème aujourd’hui car aucune avancée possible sur les sujets sensibles.

**Eva Sadoun** Présidente et co-fondatrice de LITA.co/Rift

Remise en question des modèles macroéconomiques et des hypothèses comme la loi d’OKUN.

L’économie mondialisée de l’efficacité est destructrice et il faut en sortir.

Il y a un problème de modèle économique à la rénovation écologique.

Se pose aujourd’hui surtout le problème de financement.

Il faut revoir le système.

Il y a un verrou sur la réglementation, l’éducation, l’innovation.

Il faut favoriser la recherche et développement.

Il faut revoir la socialisation des décideurs sur les valeurs d’empathies.

Il faut traiter au niveau des Etats la dette climatique.

**Hélène Rey** Professor of Economics - London Business School

Réf Taleb 2020, cygne noir rare, difficile à prévoir avec des csq économiques très importants (crise financière)

Cygne vert de Bolton et al (2020) comme le changement climatique, on sait qu’il arrive mais on a des incertitudes sur les effets avec des non linéarités. On sait que c’es extrêmement couteux et que cela va arriver.

On doit les éviter de nos trajectoires.

Il faut être neutre en carbone en 2050.

Il faut des pol éco et énergétiques appropriées sont implémentées et montent en puissance jusqu’en 2030.

Il ne faut pas tarder car tarder sera très coûteux.

Il faut le faire le plus rapidement possible et à une échelle mondiale.

Il faut un prix du carbone élevé et en croissance.

Cela demande des politiques d’accompagnement importante avec des politiques de transferts aux ménages et des subventions à certains secteurs.

Il faut des baisses d’impôt sur le travail selon le FMI.

Il faut des politiques d’innovation orientée.

Il faut le faire et le faire vite de la façon la plus crédible et la plus prévisible pour limiter l’inflation.

Il faut une transparence sur la trajectoire sur les émissions de CO2 au niveau granulaire.

Cela permettra notamment de limiter l’inflation (goulot d’étranglement, …) en raison des investissements.

Il faut de la transparence sur les émissions de CO2 des entreprises pour orienter l’Ient.

L’échelle mondiale est importante.

En priorité : coordination de Chine, USA, Inde, Europe.

Malgré les tensions géopolitiques et la fragmentation il faut une coopération sur les biens publics mondiaux.

Pour éviter les cygnes noirs et verts, il faut se coordonner, être crédible, prévisible, augmenter la transparence et la coopération avec les grands pays.

**Questions**

Question sur ce qui a été fait bien ?

* Suède a fait de la rénovation énergétique dans les années 70. Il y a 30 ans, une taxe carbone à 100€
* Le prix du carbone fonctionne en faisant attention à qui paye et la Chine a un système carbone mais à un niveau très bas.
* Progrès sur l’éolien et le solaire

En France, il faut faire attention au greenwashing politique et la population accepte.

Comme les vaccins avec les moyens et les subventions cela est possible.

La question est une croissance verte, sobre mais qui permette un emploi dans des conditions acceptables.

Il faut une réallocation des usages.

Se pose la question de la limite entre part de décroissance et part d’innovation.

Certains secteurs vont devoir s’étendre et d’autres s’éteindre (ex : la publicité).

Se pose la question davantage de la prospérité plutôt que celle de la croissance.

On peut avoir un modèle avec décroissance mais avec une autre forme de prospérité.

Pendant la décroissance de l’éco mondiale pendant la COVID, on a baissé de 6% les émissions et il faudrait que cela baisse beaucoup plus et on a vu que ce n’était pas du tout soutenable.

Il faut une transformation structurelle entre des activités qui vont croître et d’autres qui vont décroître.

On ne passe pas à un régime autoritaire pour autant mais il faut s’aider d’une batterie de politique économique.

Tout cela coûte cher en Ient public et privé.

Il faut penser au budget de l’Etat dans des temps longs.

Loin d’être mauvais pour le budget cela peut être bon pour la soutenabilité du budget dans le LT.

Il faut que les signaux des secteurs privés soient là.

Cela doit se faire au niveau de la microéconomie, au niveau opérationnel, relativement fin.

Le problème ce n’est pas toujours l’Etat, c’est nous, nos comportements.

Il y a besoin d’une volonté individuelle et politique pour avancer.

Cela se confronte aux problèmes des inégalités flagrantes aujourd’hui non plus concentrées entre des Etats mais dans les mains de personnes physiques.

La transition sera finançable cependant le débat est qui sont les acteurs qui permettront ce financement (Amundi ?).

Le privé pourra prendre en charge cette transition mais l’Etat doit prendre ses responsabilités.

Il va falloir des nouvelels règles et des nouveaux marchés.

**Le partage capital/travail**

**Patrick Artus** Conseiller économique de Natixis et Professeur, PSE

**Philippe Askenazy** Directeur de recherche au CNRS

**Lucas Chancel** Chercheur à l'Iddri, enseignant à Sciences Po

**Cécile Duflot** Directrice générale OXFAM France

**Modérateur : Philippe Escande** AJEF - Le Monde

**Présentation :** Dans le capitalisme contemporain, l’exigence de rentabilité du capital pour les actionnaires est très élevée, considérablement plus élevée que les taux d’intérêt sur les dettes. Peut-on alors envisager une évolution favorable de l’économie et de la société sans une baisse significative de la rentabilité du capital, c’est-à-dire de la part du revenu du capital dans le PIB ? Il existe deux types d’arguments. Des arguments de type éthique : une rentabilité élevée du capital conduit à un effet « boule de neige » du patrimoine des plus fortunés, à une ouverture constante des inégalités de patrimoine. Des arguments liés à l’efficacité économique : les Etats font face à des besoins légitimes élevés de dépenses publiques (transition énergétique, santé, réindustrialisation, éducation, recherche) qu’il faudra financer assez normalement par une taxation accrue du revenu du capital et du capital. La question est alors de savoir comment on aboutit à un rendement plus faible du capital : par un partage primaire des revenus plus favorable aux salariés ? Par une taxation plus forte du capital, et de quelle nature ? Dialogues Economiques (revue de vulgarisation scientifique en ligne, éditée par Aix-Marseille School of Economics) a sélectionné pour vous parmi ses billets Balance travail-capital : les profits grignotent-ils les salaires ?

**Informations pratiques :** Horaire :Mardi 15 novembre - 15h00 - 16h30

**Patrick Artus** Conseiller économique de Natixis et Professeur, PSE

La France est un cas particulier avec de très fortes inégalités avant redistribution et faible après.

Il faut financer un très grand écart entre les inégalités avant et après redistribution par une fiscalité très forte particulièrement sur les entreprises ce qui crée un pbl de compétitivité coût de l’industrie française par rapport à l’OCDE.

Il faudrait travailler sur les inégalités primaires de revenu.

Cela permettrait une pression fiscale plus faible sur les entreprises privées.

Cela permettrait de corriger un pbl social du modèle économique en France : son taux d’emploi très faible.

Taux d’emplois est beaucoup plus faible que les pays scandinaves par exemple.

On va subir un mouvement très important des inégalités en France en raison de la transition énergétique.

Risque de hausse des prix de l’énergie en raison de l’intermittence des énergies renouvelables qui nécessitent plus de stockage au-delà de la guerre en Ukraine, cela va avoir pour effet une multiplication par 2, 2.5 des prix de l’énergie.

Donc les 20% des français qui dépensent 20% de leur revenu en énergie risque d’avoir de gros pbl s’il n’y a pas une importante répartition / redistribution des revenus.

Le taux d’emploi est la variable à modifier.

**Philippe Askenazy** Directeur de recherche au CNRS

Pour réussir la transition, il faut beaucoup de bras et mobiliser le monde du travail.

Il faut trouver un diagnostic commun.

La France est un pays particulier mais beaucoup de pays se sont rapprochés de sa situation en termes de redistributifs.

Si on enlève les retraites nous ne sommes pas beaucoup plus redistributifs.

Au sein de la question du profit et de la rente (pouvoir de marché), il y a des pbl.

Il y a des grèves actuellement des laboratoires d’analyse médicale qui illustre l’économie de rentes.

On a des grands pôles capitalistes qui ont « trusté » le marché et ont fait fortune.

On a une situation oligopolistique avec des surplus qui sont acaparés. On a des rentes sur les travailleurs avec un monopsone.

On ne rémunère pas suffisamment le travail au bénéfice des rentiers.

**Cécile Duflot** Directrice générale OXFAM France

On a un système qui manque de régulation et il faut une réforme fiscale et une régulation des écarts entre les revenus.

**Lucas Chancel** Chercheur à l'Iddri, enseignant à Sciences Po

Les inégalités primaires aux USA sont bien plus fortes qu’en France.

Il y a un enjeu du taux d’emploi en France.

La France en termes d’égalité après redistribution est proche des autres pays.

En France on est mauvais en taux d’emploi des jeunes et des séniors.

Il y a une remontée très forte des inégalités de patrimoine notamment du top 1

La masse totale des patrimoines en 81 = 3 années de PIB

Aujourd’hui = 7 années de PIB.

Ca a beaucoup augmenté mais c’est très inégalitaire. Il y a une concentration de ces gains.

La solution d’augmentation de l’actionnariat salarié sans toucher les impôts des entreprises, c’est à relativiser.

* La fiscalité sur le capital a peu d’effet sur l’Ient et le choix d’Ient
* Les baisses du taux d’impôt du capital n’ont pas permis d’accroître l’Ient.

On ne doit donc pas considérer l’arme fiscale comme la solution.

L’arme fiscale est nécessaire mais suffisante.

Les tendances longues ne seront pas gérées par l’actionnariat des salariés. Une meilleure représentation des salariés dans les instances décisionnelles des entreprises semble plus efficace.

**Cécile Duflot** Directrice générale OXFAM France

Il est important de se poser la question des héritages et surtout celle des super-héritages.

Cela permettrait de dépasser le débat de l’impopularité.

**Philippe Askenazy** Directeur de recherche au CNRS

On a créé une sté des propriétaires ce qui a créé un obstacle démocratique.

Cela conduit à un certain conservatisme et une non discussion sur l’héritage et la transmission du capital.

Les ETI familiale sont des obstacles aux évolutions avec ce conservatisme.

**Pour l’entrepreneur cela n’est pas vrai** : les ETI ont une unité de temps longue et sont des moteurs de l’industrie comme le montre l’Italie et l’Allemagne.

La participation est assez juste. L’intéressement bien que négocié reste un salaire.

La participation est proche du dividende et des résultats.

Quand une entreprise verse des dividendes, il faut qu’elle puisse verser de la participation en même temps.

Il faut aller plus loin aujourd’hui sur la réglementation des PME et GE sur la participation.

**Lucas Chancel** Chercheur à l'Iddri, enseignant à Sciences Po

En France 50% de la population a moins de 5% du patrimoine total. La propriété privée semble exclue pour une grande partie de la population.

Le problème est de ré-inverser la situation sous contrainte climatique.

Il faut des mécanismes de surveillance des directions sur le modèle du conseil de surveillance à l’Allemande.

**Cécile Duflot** Directrice générale OXFAM France

Il y a un consensus vers une redistribution des dividendes au détriment de l’Ient et du capital.

Il faut donc changer la gouvernance des entreprises.

**P Artus**

Dans les années 80-90 le ROE rentabilité des entreprises étaient de quelques points supérieurs avec le coût de la dette publique.

Depuis, le ROE est resté le même mais les taux ont beaucoup baissé conduisant à une rente de situation.

La rentabilité doit se corriger en partie spontanément.

Pour corriger l’excès de rentabilité serait de mettre de l’actionnariat salarié.

Cela étalerait/diluerait le patrimoine des actionnaires.

**Philippe Askenazy** Directeur de recherche au CNRS

La place des travailleurs dans les processus de décision est importante.

Ce qui est important est de repenser le rapport de force dans les entreprises et de respecter le droit.

**Retraites : encore une réforme ?**

Président : **Didier Blanchet** Comité de suivi des retraites et Institut des Politiques publiques

**François Ecalle** Président, Finances Publiques et Economie

**Anne Lavigne** Professeur de Sciences économiques, Université d’Orléans

**Emmanuelle Prouet** Département Travail Emploi et Compétences, France Stratégie

**Michael Zemmour** Maître de conférences en économie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Présentation :** Selon certains indicateurs, le système de retraite serait sur une trajectoire à peu près stabilisée, il ne serait donc pas indispensable de lui imposer une nouvelle réforme. D’autres indicateurs suggèrent en revanche des déficits persistants qu’il faudrait combler sans tarder. Plus globalement, la situation générale des finances publiques et la pression croissante de nouveaux besoins économiques et sociaux soulèvent la question de la part des retraites dans l’ensemble des dépenses du pays et des effets du système de retraite sur le volume de travail et sur la croissance. Investir dans le verdissement de l’économie, répondre aux attentes en matière de santé et de dépendance, ou améliorer le fonctionnement du système éducatif imposent-ils de davantage travailler en repensant la part des ressources publiques allouées aux retraites ? Si nouvelle réforme des retraites il doit y avoir, comment doser ses effets sur l’âge de départ et sur le niveau de vie relatif des retraités, en tenant compte à la fois des contraintes du marché du travail et du besoin de protéger les seniors les plus défavorisés ? Une nouvelle réforme peut-elle par ailleurs essayer de répondre au besoin de simplification et d’harmonisation du système de retraites, qui avait motivé le projet de régime universel, abandonné en 2020 ?

**Informations pratiques :** Horaire :Mardi 15 novembre - 17h00 - 18h30

**Didier Blanchet** Comité de suivi des retraites et Institut des Politiques publiques

Jusque 2040 on connait les progressions du ratio 50 ans et + et les 20-64 ans.

Les réformes avec la désindexation des retraites sur les salaires pour les indexer sur les prix a permis de diminuer la part des retraites dans le PIB (pas 20% mais entre 14 et 17% du PIB). Les réformes sont : passage à 62 ans et les 43 annuités.

Le niveau de vie des retraités a beaucoup progressé mais cela se stabilise. L’augmentation dépendra de la croissance économique.

Se pose la question des déficits du système des retraites qui va dépendre des prévisions de croissance. On va voir une baisse de dépenses des retraites publics en raison de la structure démographique.

La question est les excédents de certains régimes viendront-ils abonder les déficits des autres.

Faut-il une nouvelle réforme paramétrique ? quel accompagnement ?

**Anne Lavigne** Professeur de Sciences économiques, Université d’Orléans

Comment est la France en termes d’âge de départ à la retraite.

Age inconditionnel d’ouverture des droits dans les régimes obligatoires :

* France 62 ans
* Suède 63, prévu 64 ans en 2030
* Italie 67 ans et 70 ans en 2050
* Canada et Japon à 60 ans
* USA 62 ans
* RU 66 ans 68 ans d’ici 2038 …

Cela est différent de l’âge effectif de départ à la retraite.

Il y a des dispositifs de prise en compte de la pénibilité.

« âge normal » = âge où on atteint le taux plein.

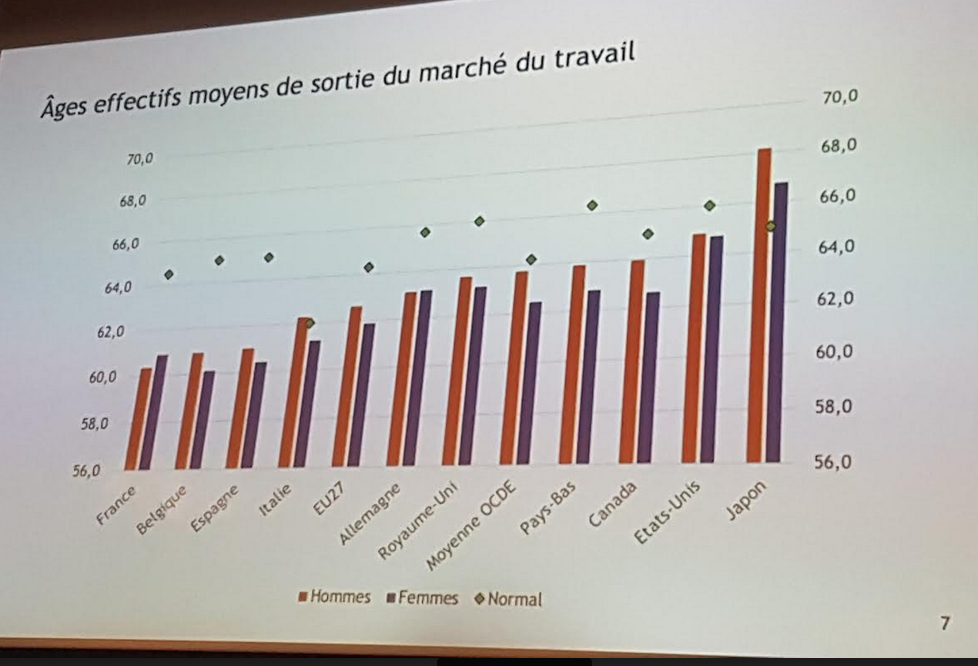
Age effectif moyen : la France a un âge relativement faible.

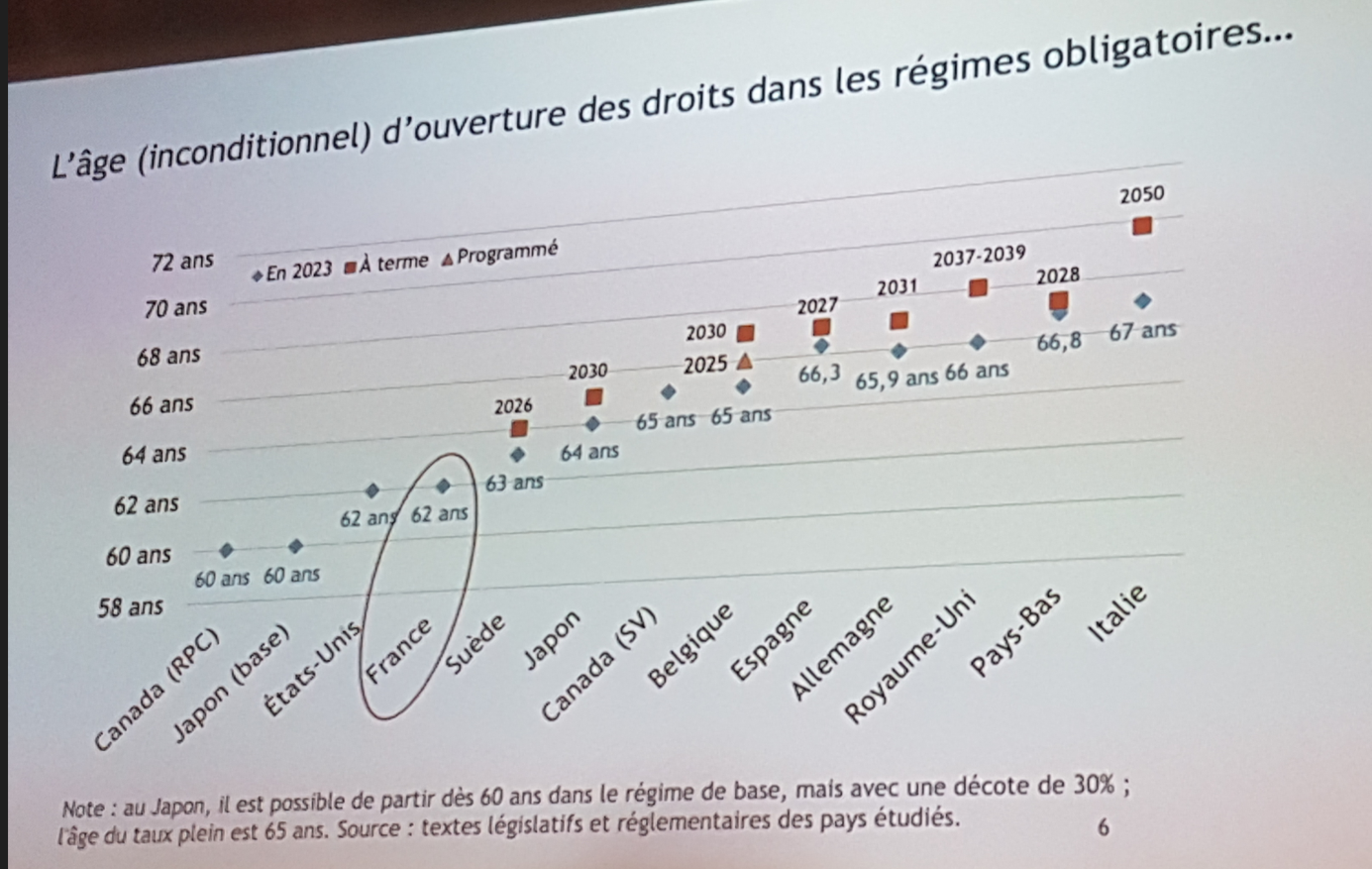
Pour partir au taux plein, il faut partir plus tard (réforme Touraine) qui devrait conduire à un effectif à la retraite de 64 ans.

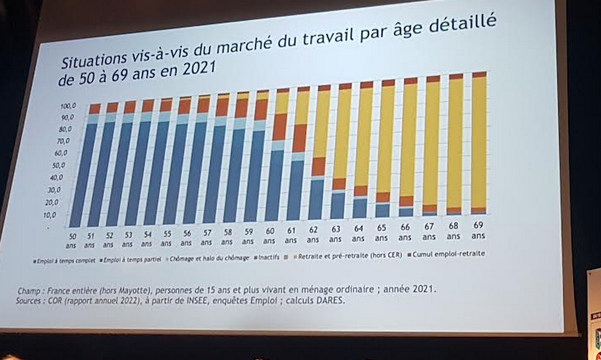
Est-ce donc nécessaire d’augmenter l’âge d’ouverture des droits.

Sur quoi faut-il agir ? âge ou durée de cotisation.

Quelques diapositives lors de la visio







**François Ecalle** Président, Finances Publiques et Economie

Il est souhaitable de prendre de nouvelles mesures pour que les Français prennent leur retraite plus tard.

L’objectif n’est pas d’équilibrer les régimes de retraite.

Si on aug l’âge de départ à la retraite, on augmente la pop active et donc l’emploi. A CT l’effet peut être négatif sur le chômage.

Il faut donc faire attention au calendrier.

Cela peut être un moyen d’accroître le taux d’emploi des seniors.

Cela créera plus de recettes fiscales grâce à davantage d’emploi. Cela peut réduire le déficit public à moyen terme.

Il y a des réformes à faire notamment sur les régimes.

Il préfère l’augmentation de la durée de cotisation plutôt que l’âge de la retraite.

**Emmanuelle Prouet** Département Travail Emploi et Compétences, France Stratégie

L’expérience de la réforme de 2010 passage de 60 à 62 ans a eu des effets sur l’emploi des seniors.

Beaucoup de facteurs sont à prendre en ligne de compte.

Le taux d’emploi dépend du système de retraite mais pas seulement.

La France a un taux d’emploi faible sur les 60-64 ans.

Il y a des situations intermédiaires entre emplois et retraites avec des emplois précaires, le halo du chômage, …

Il y a de nombreux débats sur les causes des réticences au senior : productivité, coût du travail, représentations/discriminations … santé dégradée, …

Se pose la question de la qualité du travail, de l’emploi et la satisfaction dans l’emploi.

Ceux qui partent après l’âge légal : le motif financier et à quasi part égal : l’intérêt du travail et de l’emploi ; la situation familiale et du conjoint.

**Michael Zemmour** Maître de conférences en économie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

La réforme en débat = âge minimal de la retraite à 65 ans et 64 ans très rapidement 2027-2028.

Obj : économie et augmentation de l’emploi.

Quelles conséquences ? A qui demande-t-on les efforts ?

Pas d’urgence car les déficits prévus sont assez faibles et le contexte économique pas favorable.

La solution proposée de décalage d’âge de la retraite pose un pbl d’équité

* Intergénérationnel : la projection du temps de retraite baisse, le niveau de vie des retraités baisse et baissera. Tout l’effort de la retraite pour avoir 12 mds va se concentrer sur les 55 +.

On ne demande pas l’effort aux retraités, aux actifs.

Les 55+ vont subir seuls les coûts, étant peu nombreux c’est un sacrifice important.

On n’est pas prêt car les réformes précédentes n’ont pas donné tous leurs effets.

* Intragénérationnel : les personnes sans emploi ni retraites pdt longtps sont les ouvriers et employés. Les cadres restent davantage en emploi. 1 personne sur 3 va rester en précarité avec cet allongement (ouvriers et employés).

Cela ne va-t-il pas modifier les comportements : effets horizon ?

Ceux qui étaient sans emplois ni retraites n’ont pas travaillé plus longtemps, ils sont restés dans cette situation plus longtemps malgré le décalage de l’âge de la retraite.

L’effet horizon du décalage de la précarité ne s’est pas vu. On a un allongement de la durée de la précarité.

**Augmenter la durée :**

En fait c’est baisser les pensions. En effet les personnes sans emplois restent sans emploi.

Les personnes en carrière incomplète vont être touchées (femmes, précaires, …).

**Sur la réforme avortée « Macron I »**

**Anne Lavigne** Professeur de Sciences économiques, Université d’Orléans

**Réforme systémique**

L’objectif était de faire face à la complexité de notre régime.

Les salariés du privé ont une retraite de base : fraction d’un salaire de référence (25 meilleures années + durée de cotisation). I n’y a pas de lien avec la cotisation mais plus que ce qu’on a eu : système rétributif

Retraites complémentaires = contributifs en fonction de la cotisation faite et du nombre du point.

J’ai un retour sur la cotisation.

Notre système mixe les 2.

Pour les fonctionnaires, c’est rétributif.

Notre système est très compliqué mais a fait sortir les retraités de la pauvreté.

Le système est assez généraux pour les retraités passés.

Certaines choses ne fonctionnent pas bien anti-redistributives.

Ex : calcul de la moyenne des 25 meilleures années que la totalité de la carrière. Cela est vrai dans les carrières ascendantes. Le système favorise les carrières continues, les hommes, …

Objectif de la réforme : système universel, contributif.

C’est un compte notionnel avec des euros qui sont revalorisés en fonction du système.

Ils sont souvent indexés sur les salaires et se convertissent en une pension viagère.

La masse cotisée est récupérée sous forme de pension.

Il peut y avoir des mécanismes de solidarités, des compléments en bonifiant des périodes de chômage.

Pourquoi l’échec ?

Au fil du temps (septembre 2017-sept 2019) : capture technocratique avec chaque représentant du régime qui essayait de modifier le système.

AGIRC ARCCO a gagné, on a plus des comptes notionnels et des points avec une valeur du point. Il est apparu l’âge pivot et non un âge minimum comme dans le modèle suédois.

Cette réforme systémique n’est pas de nouveau discutée.

Si le système actuel ne dérive pas c’est parce que le système de retraite est indexé sur les prix et non les salaires. Or les salaires ont tendance à progresser plus vite.

Autres pbl : la réversion avec le système qui est encore plus compliquée et différent selon les régimes de retraite.

**Michael Zemmour** Maître de conférences en économie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

La question se pose sur ce nous voulons de notre système de retraite ?

Ce qui ne fonctionne pas :

* Les poly pensionnés (différents régimes) c’est très compliqué avec des écarts très importants.
* La question des petites pensions et des inégalités femmes et hommes.

REFORME DE CT

Il y a le minimum vieillesse à 65 ans avec un recours sur succession et ce n’est pas individualisé mais familial.

Les minimas de pension, cela se déclenche à taux plein et parfois à 67 ans.

SYSTEME RETRIBUTIF EN SYSTEMIQUE

Les notions d’âge et de durée sont obsolètes.

Il faudrait un système qui prenne en compte la réalité des carrières (âges réels, …) et des % par salaire et par emplois.

**Emmanuelle Prouet** Département Travail Emploi et Compétences, France Stratégie

Sur la question d’emploi des seniors, il y a des débats.

Sujets sur les conditions de travail et usure professionnelle à gérer et discuter.

Il faut une vision systémique de la santé.

Sur la pénibilité on avait le C3P qui aujourd’hui est le compte de prévention et non plus prévention professionnelle.

On veut non plus une logique métier mais une logique individuelle.

Cela concerne très peu de gens uniquement pour partir plus tôt et non sur la formation qui était un objectif avant de ce système.

Il y a tout un débat sur le sens au travail des jeunes, or il faut se poser cette question pas uniquement sur les jeunes.

Il y a de nombreuses propositions sur les seniors.

Il y a le débat sur les transitions très progressives.

On a un débat sur le compte épargne temps universel pour adapter la durée du travail sur la carrière.

Il y a un retour de la nécessité de la renégociation sur ces thèmes et des retraites.

**François Ecalle** Président, Finances Publiques et Economie

Le système proposé n’était pas compliqué mais c’était la transition des cas particuliers dans le système envisagé qui était compliqué.

Dans ce système, il y avait des gagnants et perdants mais c’était difficile de savoir dans quelles catégories on se trouve.

Il suffisait de faire la « clause du grand-père » (comme pour les cheminots) pour ceux qui rentre sur le marché du travail. Cependant cela aurait donné des effets 40 ans plus tard.

Autres erreurs : la mise en œuvre de l’âge pivot avec des décotes a créé une opposition.

**Sanctionner l’économie d’un pays: une solution?**

Président : **Céline Antonin** Economiste senior à l’OFCE (Sciences Po) et chercheur associé au Collège de France

**Patrice Geoffron** Professeur d'Economie, Université Paris-Dauphine

**Sergeï Guriev** Directeur de la formation et de la recherche, Sciences Po Paris

**Marie Obidzinski** Professeur de sciences économiques, Université Paris Panthéon Assas

**Sophie Sidos** Présidente du Medef 38

**Présentation :** L’idée d’utiliser des instruments économiques pour influencer les objectifs politiques n’est pas nouvelle et remonte à l’Antiquité. Mais c’est à l’issue de la Première guerre mondiale que les sanctions furent codifiées juridiquement dans la Charte de la Société des Nations. Les vainqueurs de la Grande guerre estimaient alors que ces mesures auraient une portée dissuasive et permettraient de garantir la paix sans engagement armé. L’intervention militaire russe en Ukraine et les nombreuses salves de sanctions qui s’en sont suivies de la part des pays occidentaux (États-Unis, Union européenne…) relancent le débat sur le but et l’efficacité des sanctions. À l’aune des différents types de sanctions (commerciales – notamment énergétiques -, financières, bancaires…), nous aborderons plusieurs questions : Quel est l’objectif politique réel des sanctions ? Peuvent-elles être efficaces ou existe-t-il des moyens de contournement dans une économie mondialisée ? Conduisent-elles à un jeu perdant-perdant ? À l’issue des sanctions, combien de temps faut-il pour que les relations internationales retrouvent une certaine normalité ? Quel bilan tirer des précédentes expériences de sanctions (Cuba, Corée du Nord, Iran...) ?

**Informations pratiques :** Horaire :Mercredi 16 novembre - 09h00 - 10h30

**Céline Antonin** Economiste senior à l’OFCE (Sciences Po) et chercheur associé au Collège de France

Avant les sanctions étaient la conséquence de la guerre.

Aujourd’hui c’est plus en préventif de la guerre

Il y a un droit international dans le cadre de la SDN . Dans les années 90 décennie de sanctions.

Année 2000 : idées de sanctions plus ciblées SMART

Définition de Askari

Mesures coercitive d’un pays à un groupe de pays à un autre pays ou gouvernement ou entités individuelles pour induire un changement de comportement.

Elle peut être bilatérale, multilatérale …

Dans les années 90 on a surtout des sanctions financières.

La question se pose des objectifs attendus :

Barber 79

* Objectifs primaires = modif du comportement du pays ciblé
* Obj secondaire : satisfaire sa population civile.
* Obj tertiaire : défense des droits de l’homme

On ne peut donc pas se focaliser que sur les objectifs primaires.

Galtung en 67 est pessimiste, les sanctions ne servent à rien.

Optimistes : Hufbauer, Schott et Elliot en 85, montre que les sanctions arrivent à leur obj

Auj : target sanctions consortium en 2012 : 30% des sanctions sont efficaces

R Pape pessimiste : 4% pour lui, ce qui compte c’est le militaire.

**Il peut y avoir des effets contreproductifs :**

* Légitimation de régime
* Aggravation de la situation des pop civile
* Dvlpmt d’une éco parrallèle ce qui peut renforcer les dirigeants.

**Pour les pays qui sanctionnent :**

* Contre sanction
* Effets d’aubaine pour ceux qui ne prennent pas de sanctions dans le cadre de la mondialisation.

Il est important de mesurer la performance des sanctions : efficacité, efficience (impact sur le pays qui prend la sanction), la pertinence.

Il vaut mieux penser en termes de performance et d’efficacité.

Sur les sanctions de l’UE vis-à-vis de la Russie

Consensus difficile car tous les pays de l’UE ne sont pas exposés de la même façon + impact sur les appro de gaz.

**Marie Obidzinski**

Sanction des « avoirs » = sanction « SMART »

On est passé des sanctions globales (ex : embargo) à des sanctions plus ciblées.

On parle de SMART en référence aux missiles guidées.

On veut limiter les effets sur la population civile.

**Comment cela fonctionne ?**

Les avoirs ne sont pas confisqués mais gelés.

Les personnes ne peuvent plus voyager aux USA et UE si on est listé.

1239 personnes sur la liste

116 entités

Cette mesure est mise en place chez toute personne physique ou morale dont les banques.

Les avoirs peuvent être tous les éléments du patrimoine (bateaux, fonds financiers, crypto-monnaie, …)

Les banques doivent filtrer les clients.

Faire un bilan, informer la direction générale du trésor et geler.

C’est en lien avec la lutte contre le blanchiment d’argent.

**Quelle efficacité ?**

1er objectif : dissuader l’agression d’un pays par un autre et envoyer un signal aux autres pays

2e obj. : renforcer l’opposition au régime. On cible les personnes proches du pouvoir et qui ont participé à l’agression du pays.

3e obj : impact sur l’économie adverse.

**Limites :**

* Coût de ces sanctions notamment sur les entreprises
  + La perte d’opportunité économique
  + Nouvelles obligations (gate-keepers) pour les entreprises, cela peut être coûteux. Cela crée un risque juridique comme amende de la BNP pour non respect d’un embargo en faisant des transactions en dollar (Soudan, Iran, Cuba). Il a fallu payer plusieurs milliards d’euros d’amende.
* Le contournement : déplacement rapide des avoirs.

Ex : interdictions de SWIFT pour les échange interbancaire et dvlpmt de SPFS pour la Russie.

Si le contournement des sanctions est coûteux, on considère que cela est efficace.

* Risque de bien public et passager clandestin dans la coordination des Etats.

90% des avoirs russes gelés = 6 Etats membres de la Commission européenne. La Hongrie ne participe pas.

**Pistes des solutions**

* Confiscation (saisie définitive) et non gel : cela pose de gros problèmes juridiques pour financer par ex la reconstruction de l’Ukraine
* Elargir le nombre de personnes, entités et aux oligarques (20 000 personnes avec un patrimoine de plus de 10 millions selon Piketty)
* Il faut un dispositif d’alertes efficaces, on va donc favoriser les lanceurs d’alerte pour que toute personne dénonce ces personnes. Aux USA, il y a un dispositif de rémunération de lanceur d’alertes.

**Patrice Geoffron** Professeur d'Economie, Université Paris-Dauphine

Passage aux sanctions énergétiques et les conséquences économiques.

Quelques idées + ou – stables

* La Russie n’est pas l’Iran (risque plus important) : c’est la re fois que l’on a des sanctions avec un caractère irrévocable pour l’un des principaux fournisseurs de gaz. Même pendant la guerre froide le gaz arrivé et là cela risque de plus être le cas.
* Compte tenu de la taille de la Russie sur le marché, Russie est aussi l’une des 1ers producteurs de charbon et un producteur de pétrôle. La question se pose de l’efficacité et des csq des sanctions.

On voit notamment l’arrêt de certaines productions.

Le problème est plus large et complexe sur l’équilibre entre sanctions et effets retour.

* Pour l’instant, il n’y a pas de sanctions réelles.
* Il y a des sanctions sur le charbon et les dérivés du charbon.

On n’a pas encore vu la réalité des sanctions. Sur le gaz pour l’instant il n’y a pas de sanctions. La baisse des appro du pétrole n’est pas liée au sanction mais plutôt sur des soi-disant « problèmes techniques ».

Il n’y a pas des sanctions européennes coordonnées en Europe et il n’y en aura pas. On parle plutôt de guerre énergétique.

USA et RU se sont plus positionnés que nous.

Le pbl aujourd’hui malgré les sanctions est la confiance vis-à-vis des appro.

On ira obligatoirement vers plus de diversification même si la paix s’installait.

Il y aura un équilibre des contrats nécessaire.

**Csq : pas d’effondrement de l’éco et pas d’effondrement des flux de devises sur les énergies (mais les données pas toujours fiable).**

**L’aug des prix ne se répercute pas obligatoirement sur les recettes russes car ce sont des contrats de LT.**

Pbl : coalition Russe et saoudien qui résiste à la crise et a des csq importantes sur le pétrôle.

La capacité d’X de la Russie de pétrole et de gaz devrait beaucoup baisser et conduire à des pertes importantes de recettes d’ici 2030.

Effet dramatique pour éco Russe.

**Sergeï Guriev** Directeur de la formation et de la recherche, Sciences Po Paris

Sanction sur les Bq centrale et banque, ont été inattendues et ont créé de la panique plus que les gels d’avoirs.

Cela ne s’est pas traduit par une crise macroéconomique car il y a eu une « bonne gestion » par les autorités russes + pas de sanctions énergétiques donc les recettes continuent.

Les sanctions commerciales et technologique -> Russie ne peut pas produire des armes modernes.

Cela fonctionne très bien car nécessité d’utiliser les chars soviétiques et drônes iranien par exemple …

Le plus important furent les sanctions des entreprises privées.

Plus de 20000 entreprises privées ont arrêtées leurs interactions avec les entreprises privées.

Le rouble a été renforcée par les sanctions pétrolières.

Cependant il y a un impact

PIB prévu pour 2022 +3%

Auj ont prévu -3%

Baisse prévue en 2023

Déficit budgétaire devrait augmenter.

Poutine a même reconnu qu’il manquait d’argent ce qui a eu pour effet la mobilisation des soldats.

En décembre et février, les vraies sanctions vont commencer donc il y aura davantage de conséquences.

**Sophie Sidos** Présidente du Medef 38

Plus de commerce du tout avec la Russie.

Pour les entreprises qui avaient des filiales doivent faire une « croix » sur les filiales.

Les relations sont compliquées et rompues.

Forte dépendance sur certains produits qui a nécessité de nouvelles relations commerciales avec certains pays.

Certains pays qui contournent parfois les sanctions et prennent des marchés en profitant d’effets d’aubaines.

C’est le cas de l’Afrique, l’Asie et la Turquie …

Cela complique beaucoup la tâche des entreprises.

Cela repose la question de l’investissement pour les entreprises futures.

Il faut favoriser la consommation française et renforcer la coordination internationale.

**Questions**

**Se pose de la question de l’axe Russie-Chine ?**

**+ projet en Turquie de Hub gazier qui serait exporté ensuite en Europe ?**

**+ même problème avec l’Inde ?**

Cela n’est pas contradictoire avec l’obj de LT de réduire les recettes de la Russie.

UE est le meilleur client de la Russie et la Russie se coupe de l’UE et cela aura des csq.

Le gaz vendu au Chinois sera moins cher et demandera des infrastructures.

De plus à termes on ne consommera pas ou moins de pétrôle.

Inde transforme du pétrole Russe ce qui ne pose de pbl car ils vont le raffiner et cela permet de faire circuler le pétrole car sinon les prix des pétroles.

La russie va être obligée de faire des ristournes très importantes ce qui va réduire ses recettes, or c’est en partie l’objectif.

**L’idée est de réduire les ressources de la Russie qui finance la guerre et non d’arrêter les importations de pétrole.**

La guerre a l’avantage de pousser a accéléré la transition écologique.

La théorie des jeux peut être un outil intéressant.

**Comment est née la monnaie ?**

Président : **André Orléan** Directeur de Recherches Émérite au CNRS (absents)

**Raymond Descat** Professeur honoraire d'Histoire Grecque, Université de Bordeaux Montaigne

**Ludovic Desmedt** Professeur de sciences économiques, Université de Bourgogne – Franche Comté

**Catherine Grandjean** Professeure d’histoire ancienne grecque, Université de Tours

**Julien Zurbach** Maître de conférences en histoire grecque au Département d’histoire, ENS

**Présentation :** Dans la longue histoire multimillénaire du fait monétaire, il est un événement qui a fait date : l’invention des premières monnaies frappées, qui eut lieu entre la fin du VIIe siècle et le début du VIe siècle avant notre ère, dans le royaume de Lydie en Asie mineure. On peut en mesurer l’extraordinaire postérité au fait que, jusqu’à une période très récente, le terme “monnaie” n’a pas signifié autre chose que les pièces d'or et d'argent frappées. Pourtant quand on s’interroge sur « Comment est née la monnaie ? », on ne doit pas oublier qu’avant la monnaie frappée, y compris dans le monde grec, il y eu des échanges et d’autres monnaies.

**Informations pratiques :** Horaire :Mercredi 16 novembre - 11h00 - 12h30

**Toutes les dates sont avant JC**

**Raymond Descat** Professeur honoraire d'Histoire Grecque, Université de Bordeaux Montaigne

La monnaie existe depuis longtemps.

Avant c’était de la monnaie pesée, ensuite apparaît la monnaie frappée.

On va voir à côté de la perse le cas de la Lydie, Royuaume avec Ephèse comme capital.

La monnaie frappée commence en 640-650. On est au milieu du 7e siècle.

Pendant un siècle, la monnaie frappée vient de la sté Lydienne.

En or blanc ou électron (veut dire brillant).

Il y a une série de pièces avec des pièces très petites et d’autres beaucoup plus grandes.

Cette monnaie avait un poids en métal précieux qui ne respecté pas la valeur.

La valeur en métal précieux pouvait varier du simple au double.

La monnaie avait déjà un côté fiduciaire ce qui est étonnant à l’époque.

200-300 types de monnaie différente

Cette monnaie avait une forte valeur avec une monnaie d’or et d’argent.

Elle ne devait donc pas servir tous les jours.

Pourquoi cette frappe ?

* Caractère politique : un Royaume qui est un Etat impérial, très riche avec de nombreuses ressources en or. Le dernier roi de Lydie s’appelait Crésus.

Il s’agit de tirer des bénéfices sur le métal d’origine et de distribuer cet argent à des dignitaires du royaume qui travaille à des très hauts postes (ex : chef de mercenaire).

C’est l’or du roi.

Evolution de monayage

Hérodote parle des Lydiens comme les 1er à frapper de l’or et d’argent + réforme sur la transformation avec l’or et l’argent qui sont séparés (Réforme de Crésus avant la conquête du Royaume par les Perses)

+ les lydiens furent les 1er à faire le commerce de détails (or cela existe depuis longtemps).

Au sens de Hérodote, il explique la transformation des échanges.

Au 7e siècle, pas de circuit d’échange pour la monnaie. On ne paye pas de la même façon la dot par exemple et le pain.

Il y a différents circuits d’échanges parallèles et à chaque circuit d’échange un moyen d’échange différent.

A certains moments, tous les produits ont été estimés avec la même échelle de valeur.

Le même type de prix à la baguette de pain et au mariage.

La monnaie frappée devient une unité de compte réellement.

On voit qu’il y a des facteurs endogènes à l’apparition :

* Une ressource spécifique
* Une zone géographique
* Une structure politique spécifique
* Uns transformation su système d’échange en méditerranée.

Les Perses reprennent le même système, les grecs aussi. Ce ne sera pas repris par les cité Etat du moyen orient qui garde la monnaie pesée qui va exister simultanément.

**Catherine Grandjean** Professeure d’histoire ancienne grecque, Université de Tours

Dvlpmt de la monnaie frappée à l’empire grec via l’Asie mineure par la Macédoine.

On passe en Grèce à des monnaie en argent.

Très peu de monnaie d’or sauf en grande difficultés.

Le métal est plus pour la bijouterie car c’est un métal rare.

1re monnaie, le revers de la monnaie ne porte pas de représentation comme pour les monnaies d’Asie mineure.

Il y a des scènes mythiques.

Les contours ne sont pas circulaire en raison de la technique manuelle.

L’innovation s’est diffusée via des cités importantes dans le commerce.

Egine serait cette cité vers 550.

Apparaît à Athènes des monnaies blasons et on se demande si ce ne sont pas personnes fortunées qui ont frappé monnaie.

C’est une monnaie civique, à l’initiative de la cité (frappe libre).

Monnaie de Corinthe avec Pégase par exemple une lettre grecque, le Koppa paraît dessus pour marquer l’origine de la monnaie.

La cité indique qu’elle a frappé monnaie ce qui permet à la monnaie de circuler sur le territoire.

Dès 540, on voit en Italie du Sud (gde Grèce) des accords avec une nouvelle technique de frappe et des monnaie peu épaisses avec le même type au droit et revers, la même représentation.

Des lettres apparaissent pour indiquer la cité à l’origine de la monnaie.

Il y a une reprise orientale des représentation d’asie mineure.

Il y a une diversité des techniques, la rareté des etniques (lettre), la diversité des représentations sur les monnaies frappées.

La rapidité de diffusion de la monnaie pose question.

Le succès passe parfois à l’existence de mines à proximité mais ce n’est pas toujours le cas.

Ex :pour Athènes ils importaient des minerais d’Iles à proximité.

Le lien avec le commerce et le besoin, cela est compliqué.

Des cités comme Byzance par exemple ne frappait pas monnaie.

15-20% des cités grecques ont frappé monnaie mais pas de manière continue.

Il frappait en fonction des besoins essentiellement.

On a surtout retrouvé les monnaies de fortes valeurs car les autres s’usaient beaucoup plus vites.

Mais on n’est pas sûr de cette explication.

La monnaie frappée comme simplification des échanges ne tient pas vraiment.

Ed Will ont insisté sur le rôle sociale de la monnaie (nomos = loi). Cela facilitait la vie civile (paiement des magistrats et des militaires par exemple) par exemple à Athènes.

On ne sait pas totalement si la monnaie a permis de géré les guerres.

G Le Rider montre que la monnaie frappée pouvait être source de revenu en la frappant. Donc le seigneuriage ne pouvait pas être intéressant s’il y avait d’autres sources de revenu.

Il faut attendre le 4e siècle avant notre ère avec l’apparition du bronze moins cher et rare que les autres matières.

**Julien Zurbach** Maître de conférences en histoire grecque au Département d’histoire, ENS

Coins = monnaie frappée (métal rond avec empreinte de la puissance qui els a émise), la valeur va au-delà du métal

Monney = monnaie pesée.

Comment fait-on avant ?

Proche orient ancien : 3 millènaire avant JC

Il y a la pesée.

Petit morceau de métal, découpé pour payer qqc.

On voit des exemples notamment sur les achats d’esclaves.

Sicles est une monnaie de poids (8-9g) et est devenu une monnaie.

Aristote y fait aussi référence

La monnaie est définie par le poids et non son empreinte.

On retrouve dans le grand levant de multiples bouts de métal.

Jusqu’en 2000, on pensait que la monnaie pesée concernée que le proche orient et comme un préalable à celle frappée.

Depuis 2000, on montre que ce n’est pas le cas, les monnaies pesées était utilisée partout avant la frappée.

On peut utiliser de l’argent, du bronze, de l’or.

Il y a une standardisation des poids dans certaines cités.

Cette monnaie est relativement liquide et passe de main en main.

Il peut y avoir de l’orge, des céréales quand il y a moins d’argent.

La Mésopotamie inventive au niveau économique et juridique fut monétisée très rapidement (utilisation d’une monnaie).

**Ludovic Desmedt** Professeur de sciences économiques, Université de Bourgogne – Franche Comté

Keynes était passioné des monnaie antique (Traité de la monnaie) : Midas, Crésus, Solon

Cela est lié notamment aux nombreux désordres monétaires dans les années 1920

Aujourd’hui, on s’intéresse aux coins en raison des cryptomonnaies

Système monétaire = un système de codage et de signes.

Il y a la monnaie frappées (monnaie métallique) et la monnaie décrétée (monnaie papier) sous forme plutôt de contrat.

**Les 2 faces des pièces**

Dans les années 20 ons ‘interroge beaucoup sur l’apparition des monnaies frappées.

Ex : M Weber propose une réponse autour des échanges

Bernard Laum parle plus de l’argent sacré

Percy Ure indique que la monnaie est apparue en même temps que la tyrannie = moyen d’imposer la force.

Graeber David (96) reprend cet argument. Il n’est pas un hasard que le tyran soit sur la face des monnaies pour marteler des idées.

Il y a cette question de la violence des monnaie (reprise des travaux de Orléans et Agllietta).

Il y a 2 face dans la monnaie :

* Sur une face : la valeur de la pièce
* Une face avec l’autorité publique.

**Dérives monétaires**

si on s’intéresse au message politique, sur les billets il y a des messages politiques. Cela fait référence à des grandes périodes historiques comme l’indépendance par exemple.

C’est une industrie de masse pour éviter la contrefaçon.

Il y a des dérives avec la monnaie papier que l’onr encontre avec les risques qu’il y en ait trop avec la planche à billet.

Assignat en France, après le 1re ww après guerre (Allemagne 22-23).

Il y a régulièrement des dérives bancaires.

La 1re cryptomonnaie arrive juste après la faillite de Lehmann Brothers (31/10/2008).

S Nakamoto, propose le bitcoins (BITS numérique / Coins : Pièce)

Coins = représentation physique, qté mimités

Minage = « mineurs » calculateurs qui résolvent le défit numérique contre rémunération

Frappe : minting (création)/burning (destruction)

Ces monnaies sont représentées comme un retour en arrière.

10 000 cryptomonnaies auj, 10% des USA en détiennent.

Salvador adopte certaine monnaie.

Il y a la volonté d’évacuer le politique pour le mécanique : **techno-utopie.**

**Sur le LT évolution des formes monétaires avec une permanence.**

**La monnaie est toujours une institution.**

**Mais il y a toujours un fonds politique, une idéologie.**

**Quelques questions :**

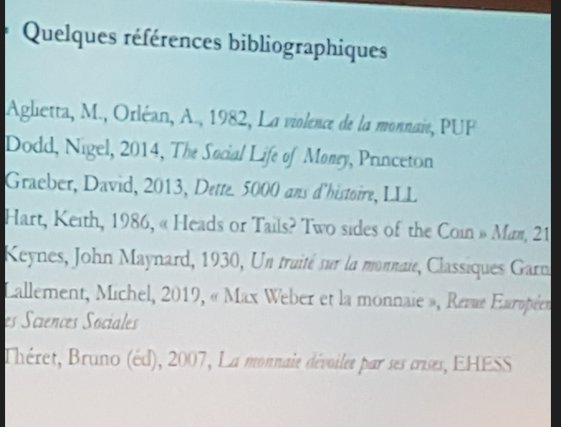
**Dans l’antiquité**

Banquiers sont des institutions souvent familiales qui prêtent et empruntent de l’argent.

Les banquiers étaient surtout les changeurs.

La cryptomonnaie n’est pas réellement de la monnaie.

Les banques centrales par de cryptoactifs qui peut prendre/perdre de la valeur.



**Redécouvrir Janos Kornaï**

Président : **Wladimir Andreff** Professeur honoraire de Sciences économiques à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

**Philippe Aghion** Professeur au Collège de France, Chaire «Institutions, Innovation, et Croissance»

**Mehrdad Vahabi** Professeur de Sciences économiques, Université Sorbonne Paris Nord

**Julien Vercueil** Inalco

**Présentation :** Le 18 octobre 2021 disparaissait Janos Kornaï, le plus célèbre économiste hongrois, de renommée internationale, laissant une oeuvre quantitativement importante et analytiquement riche et diversifiée. Pour lui rendre hommage, cet atelier évoquera ses principaux apports à l’analyse économique par-delà le numéro spécial que Public Choice (April 2021) lui a consacré de son vivant, juste à temps. Le principal concept dû à Kornaï est celui de contrainte budgétaire lâche (soft budget constraint) qui a connu plusieurs interprétations et rendu bien des services pour étudier des contextes économiques variés du socialisme et du capitalisme. Philippe Aghion introduira la réflexion et la discussion à ce sujet. La contrainte budgétaire lâche est, d’une certaine façon, l’aboutissement de la pensée de Kornaï à travers les méandres de la critique de la planification centralisée, de l’élaboration des algorithmes de décentralisation du plan central, des déséquilibres économiques réels constatés en Hongrie et de son intérêt croissant pour les théories du déséquilibre dans les années 1970/80. La contribution hétérodoxe de Kornaï (Economics of shortage) à ces dernières est son second apport significatif. Ce cheminement sera rappelé par Wladimir Andreff. A partir de la fin des années 1980, Kornaï oriente son programme de recherche davantage vers l’économie institutionnelle et l’analyse systémique (au sens des systèmes économiques comparés). Les déterminants institutionnels du fonctionnement du système socialiste occupent une place prépondérante dans sa troisième contribution fondamentale (The socialist system) en 1992. Il y élabore un paradigme systémique sur lequel reviendra Mehrdad Vahabi, y compris son implication pour l’analyse du système socialiste. Julien Vercueil mettra en relief l’analyse Kornaïenne des institutions. Discusssion avec les participants. Intervenants: Philippe Aghion, Professeur au Collège de France et à l’INSEAD: La contrainte budgétaire lâche. Wladimir Andreff, Professeur honoraire à l’Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne: De la planification décentralisée à la théorie du déséquilibre Mehrdad Vahabi, Professeur à l’Université Sorbonne Paris Nord: Kornaï et le paradigme systémique: la théorie et l’implication pour le système socialiste Julien Vercueil, Professeur à l’INALCO, Paris: Kornaï et les institutions Quelques références: Kornai J., 1959, Overcentralization in economic administration, Oxford: Oxford University Press. Kornai J., 1980, Economics of shortage, Amsterdam: North Holland Publishing. Kornai J., 1986, The soft budget constraint, Kyklos, (39)1, 3-30. Kornai J., 1992, The socialist system: The political economy of communism, Oxford: Clarendon Press. Kornai J., 2014, Dynamism, rivalry and the surplus economy: Two essays on the nature of capitalism, Oxford: Oxford University Press. Kornai J. & Liptak T., 1965, Two level planning, Econometrica, 33(1), 141-69. Kornai J. & Martos B., 1981, Non-price control, Amsterdam: North Holland Publishing. Kornai J., Maskin E. & Roland G., 2003, Understanding the soft budget constraint, Version en date du 27/10/2022 Page : 20 –

**Informations pratiques :** Horaire :Mercredi 16 novembre - 14h00 - 15h30

Il a parlé de la contrainte budgétaire « lâche »

Il a travaillé sur les mathématiques de la planification et théorie des déséquilibres.

Il fut proche de Hakek.

**Philippe Aghion** Professeur au Collège de France, Chaire «Institutions, Innovation, et Croissance»

Il a développé la théorie des déséquilibres à prix fixe.

De plus à la chute du mur de Berlin, c’est posé la question de l’économie de la transition.

Il fallait penser le passage d’une économie planifiée à une économie de marché.

Il y avait une série de questions sur les modalités (vision Chinoise très centralisée et cadré ou décentralisée des entreprises).

Quand il sort des camps de Hongrois, il est communiste.

Il a pensé pendant longtemps faire du socialisme de marché, moderniser le communisme.

Puis, il va ensuite vers directement de l’économie de marché, régulée.

Il réalise progressivement que seul le capitalisme favorise l’innovation ce que ne prenait pas en compte le modèle walrasien.

A l’époque il n’y avait un modèle d’innovations.

Il y a eu peu d’innovations venant des économies de marché.

La liberté et l’ouverture sont importants, les rentes d’innovation, les droits de propriété, la concurrence sont importants.

Cela est présent dans l’économie de marché et moins dans les autres systèmes.

La contrainte budgétaire large/dur :

Il y a des projets différents : rendements rapides (bon projet), rendements faibles et à refinancer (mauvais projet)

Comment je peux savoir si le projet est bon ? je ne peux pas donc en tant que financeur connaître le type de projet (asymétrie d’informations), donc si j’ai déjà investi dans un mauvais projet, je continuerai à le faire.

Qd il y a un seul financeur d’un projet, cela conduit le financeur à refinancer des mauvais projets.

Il faut donc mettre en concurrence les banques pour éviter les contraintes sur le projet.

Avec un pays en concurrence, on aura plus facilement de la contrainte dure et non de la contrainte large.

Aghion est plutôt pour la transition du bas et que le système de coupon avec des oligarques puissants car cela risque de créer les contraintes aujourd’hui de Hongrie et Russie.

**Wladimir Andreff** Professeur honoraire de Sciences économiques à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne –

Dans les années 70-80, il s’intéresse aux thies du déséquilibres néo-keynésiennes et dvciendra proche de Hayek.

Il va y avoir 3 dilemmes :

1. Le dilemme du planificateur

Il travaillait au bureau central de la planification en Hongrie.

Il a tenté d’améliorer la procédure d’application de plan à la Oscar Lang.

Ce modèle les biens de C° et le travail sont alloués par le marché.

Les facteurs de p° sont alloués par le planificateur par itération. Le planificateur envoie des systèmes de prix aux entreprises pour obtenir les intérêts.

Il faut faire de l’itération jusque obtenir l’équilibre général = tâtonnement walrasien.

Les différents centres de planification essayaient de créer cette itération avec certains secteurs avec un algorithme de Dantzig et Wolf.

Kornai avec un mathématicien crée un modèle qui repose sur la théorie des jeux pour obtenir l’équilibre central.

C’était un modèle de planification à 2 niveaux.

Ils ont cherché à l’appliquer avec la Hongrie et n’ont pas trouvé en 5 ans l’optimum car la convergence était trop longue.

Il a alors fait un pamphlet de la théorie néoclassique car son modèle décentralisé n’arrivait pas à trouver une solution.

Il est devenu d’accord avec Hayek sur l’inefficacité du plan centralisé en termes d’informations.

Ce sont les agents qui sont les plus à même à gérer les informations dont ils disposent.

Les info sont des signaux en provenance du marché.

Il a une vision plus évolutionniste que du constructivisme.

1. Le dilemme de la pénurie : pénurie récurrente dans le modèle soviétique avec un manque d’input.

La pénurie nait selon un cercle vicieux dans la production.

Une entreprise qui ne reçoit pas ses appro va s’ajuster par substitution forcée, et va donc produire des produits défectueux non conformes au plan et va transmettre la pénurie au niveau en aval.

La pénurie va se traduire par un excès de demande insatisfaite pour els consommateurs avec fil d’attente ou répression.

Pour se protéger contre la pénurie, les industries vont commander plus de produits car elles le peuvent en raison d’une contrainte budgétaire lâche.

Il y a des secteurs qui vont être en excès d’offre et d’autre en excès de dde (trop de kalach, pas assez de Carottes).

1. Le dilemme de la règle du côté court

Il y a un régime d’inflation réprimée possible. Un excès de demande sur les bien et un excès de demande sur le marché du travail et personne à embaucher.

Il critique ce modèle de la règle du côté court qui agrège des éléments individuels. Selon la théorie du déséquilibre, il ne peux pas y avoir un excès de demande qque part et un excès d’offre ailleurs.

Dans la réalité, c’est faux.

Il propose un modèle critique très microéconomique des modèles. Il s’appuie sur un livre de Debreu sur la théorie de la valeur (bien que ce soit néoclassique).

C’est une vision infra-microéconomique des déséquilibres. Il analyse un individu en tant qu’acheteur, producteur, vendeur.

La théorie de Kornai est-elle une théorie des systèmes économiques ou une théorie générale des déséquilibres ?

**Mehrdad Vahabi** Professeur de Sciences économiques, Université Sorbonne Paris Nord

La thèse de Kornai portait sur la planification excessive dans certaines industries soviétique.

Il n’était pas dans une vision normative au départ mais dans une vision positive pour commencer.

Le système a été inspiré par K Marx et la vision Walrasienne.

Il a ensuite d’abord critiqué la vision walrasienne et une critique ensuite une critique du socialisme.

Le système socialiste est un tout organique, ce n’est pas la faute d’une personne. Il faut changer tout le système.

Le concept de système a été vu au début sous l’angle de Marx.

Le système est le lien antre la microéco et la macroéco.

Il insiste sur l’idée que la notion de système est neutre politiquement.

Le système socialiste =

* Pouvoir indivis du parti communiste
* Domination de la propriété de l’Etat
* Prépondérance de la coordination bureaucratique

Ce système conduit à une économie de pénurie, une contrainte budgétaire lâche non sensible aux variations du signal prix.

La réforme est cependant dangereuse.

Il faut par conséquent révolutionner le système : soit en supprimant le pouvoir indivis ou la propriété de l’Etat.

**Julien Vercueil** Inalco

Rôle des institutions chez Kornai

Kornai insiste sur les conflits internes au système qu’il faut étudier.

Il s’appuiera sur H Simon, O Williamson et Cyert et March avec une théorie behavorist de la firme.

Ce sont aux managers de formuler les conflits pour assurer la survie et le dvlpmt de l’institution.

Les compromis est ce qui motivent les acteurs à maintenir l’institution. S’il n’y a plus de compromis, l’institution s’effondre.

Il propose de manière normative des solutions pour changer le modèle socialiste en commençant par le système politique.

Ils considèrent que les institutions sont des « habitudes de pensée » (Veblen)

Il a modifié ses paradigmes très souvent.

Remarque Marx a dans le capital mis en avant des éléments très importants.

Partie 1 sur les contrats incomplets.

Partie 2 ??

Partie 3 Schumpeter et l’importance de l’innovation

Kornai a inspiré le modèle Chinois avec son algorithme sur la décentralisation.

**Inflation : les termes du débat ont-ils changé ?**

**Olivier Garnier** Directeur Général des statistiques, des études et de l’international, Banque de France

**Thomas Grjebine** Economiste, CEPII

**Florence Jany-Catrice** Professeur d’économie, Université Lille, Clersé-UMR

**Olivier Passet** Directeur des synthèses économiques, Xerfi

**Modérateur : Jean-Marc Vittori** Les Echos

**Présentation :** Depuis 2021 nous assistons à une forte reprise de l’inflation alors que celle-ci avait quasiment disparu. Cette poussée inflationniste a d’abord été interprétée comme transitoire liée à la forte reprise de l’activité post-pandémie. La guerre en Ukraine n’a fait que renforcer le processus inflationniste. Un débat se noue parmi les économistes sur la possibilité d’avoir une l’inflation durablement élevée s’expliquant par l’existence de facteurs plus structurels liés à la transition écologique. Ce nouveau contexte macroéconomique pose de multiples questions. La normalisation de la politique monétaire et la remontée des taux d’intérêt sont-ils les bonnes réponses à ce type d’inflation ? Si l’inflation perdure, elle va rogner le pouvoir d’achat des ménages, particulièrement les plus modestes dont les dépenses en énergie sont difficilement compressibles. La tentation d’acheter la paix sociale par un renoncement aux efforts d’investissements dans la transition écologique ne va-t-il pas être décuplé par la remontée des taux d’intérêt ? Compte tenu des niveaux historiquement très élevé tant de la dette privée que de la dette publique, l’inflation n’est-elle pas une opportunité d’alléger le poids réel de ces dettes dès lors que les plus fragiles seraient compensés de ses effets ? Autant de questions ouvertes que cette table ronde devrait aider à défricher. Dialogues Economiques (revue de vulgarisation scientifique en ligne, éditée par Aix-Marseille School of Economics) a sélectionné pour vous parmi ses billets La Banque centrale peut-elle encore jouer les héros face à la dette actuelle et à venir ?

**Informations pratiques :** Horaire :Mercredi 16 novembre - 16h00 - 17h30

**Olivier Garnier** Directeur Général des statistiques, des études et de l’international, Banque de France

L’inflation est un phénomène très contagieux. C’est peut-être un changement de régime.

Métaphore de la maladie ou d’un nouveau modèle.

**Olivier Passet** Directeur des synthèses économiques, Xerfi

Ici, il n’y a pas de boucle prix salaire mais plutôt une boucle prix/profit.

L’emploi continue à croître.

Les profits sont à des niveaux records.

Même dans les services aux entreprises, il y a des renégociations de prix.

On est toujours dans le régime de globalisation et pourtant les prix augmente malgrè la concurrence.

On des comportements nouveaux.

Le pouvoir d’achat est rogné et pourtant l’emploi est à son maximum et les profits des entreprises se maintiennent.

C’est particulièrement vrai aux USA et ça se maintient en Europe.

L’inflation serait presque la solution aujourd’hui.

Les marchés ont changé, il y a plus de structure en oligopole et monopole (T Philippon qui met en avant aux USA la concentration des entreprises et le monopsone des employeurs).

Il y a de nombreux arguments structurels sur la hausse des prix (notamment le vieillissement) mais est-ce que cela explique l’inflation au sens de contagion.

**Thomas Grjebine** Economiste, CEPII

On n’observe pas encore de spirale prix/salaire.

Les salaires aug de manière modérée et une baisse dans certains pays du PA (salaire réel au RU).

Le risque à terme est une récession et dans ce cas il n’y aura pas de hausse de salaire.

Le tableau n’est pas le même entre tous les pays et entre tous les secteurs.

Dans l’industrie en raison des prix de l’énergie, les marges risquent d’être dans le rouge (ex : automobile)/

Les facteurs structurels pour expliquer l’inflation plus élevé que ces 20 et 30 années

* La mondialisation a contribué à la désinflation importée (il y a un débat sur ce point). Cependant les tensions géopolotiques va conduire à des relocalisations dans des pays amis.
* La transition écologique, le réchauffement climatique vont conduire à des coûts supérieurs.

Moins d’Ient dans les énergies propres donc substituabilité limitée auj avec les énergies fossiles.

Les énergies fossiles seront plus coûteuses sans prise en charge par les énergies propres

* Les demandes de rééquilibrage des salaires. Pertes depuis 2 décennies de la part des salaires dans la VA, conduisant à une demande de rééquilibrage et des augmentations de salaires.

**Hausse des prix et inflation c’est pas la même chose ?**

Aujourd’hui on a une aug des prix mais pas des salaires.

Il n’y a pas d’emballement d’aug des salaires autoentretenue.

+ il y a le pbl de la perception

Est-ce de l’inflation et comment la mesure-t-on ?

**Florence Jany-Catrice** Professeur d’économie, Université Lille, Clersé-UMR

Sur le caractère structurel de l’inflation :

* Le rôle de la spéculation.
* Auj le réchauffement pose des pbl de rendements et de pénurie qui va poser des pbl par rapport à l’inflation.

On a des signaux faibles sur l’inflation.

* Dans les années 70, existait une indexation des salaires, ce n’est plus le cas auj et notamment sur la puissance syndicale.

Comment les salariés vont-ils obtenir une augmentation salariale sans grave crise sociale type gilet jaune ce qui n’est pas souhaitable.

Se pose la question de la mesure macroéconomique.

Les indicateurs ne sont pas neutres.

Les indicateurs ne sont pas découverts, sont construits avec un arrimage théorique.

L’inflation est un des indicateurs les plus oscultés car ce taux à un usage très large. De plus la monnaie est l’expression de la souveraineté des Etats. Cela donne une image de solidité ou pas.

Inflation = mesuré par IPC, évolution du prix d’un panier de biens et services.13 variété de biens à sa création dans les années 70 d’ouvriers de la région parisienne, 1100 variétés de biens aujourd’hui et des milliers de relevé de prix par mois.

La perception peut cependant être différente.

De plus, IPC moyen pose pbl car les comportements de consommation sont très multiples.

**Olivier Garnier** Directeur Général des statistiques, des études et de l’international, Banque de France

Le facteur 1er aujourd’hui n’est pas la spéculation.

Mais est un pbl au niveau de l’offre.

Sur la séquence prix/profit

* Les entreprises ont pu s’en sortir car on était après COVID avec la volonté de s’approvisionner à « tous prix ». les goulots d’étranglement se résorbe, les entreprises auront plus de difficultés en Europe à se réapprovisionner.
* Ce n’est pas un pbl lié à la concentration.
* Avant l’aug des profits se faisait au détriment de l’emploi mais ce n’est pas le cas auj. même si on enlève l’apprentissage.

Une partie des richesses sup est distribuée sous forme d’emplois.

Nombreuses inquiétudes en 2023 car les augmentations d’énergie seront là et devront être gérées.

**Olivier Passet** Directeur des synthèses économiques, Xerfi

Quand on regarde les marché d’actifs, à LT les anticipation d’inflation sont 2-2.5% et n’envisage pas de forte augmentation.

Ils peuvent se tromper mais les modes de gouvernance actionnariaux n’ont pas changé.

Il y a des secteurs en sur-régime (bien durable, jeux vidéo) et d’autre en crise.

Il y a des distorsions conduisant à des comportements en partie temporaire.

**Thomas Grjebine** Economiste, CEPII

Proba plus forte que l’inflation soit plus forte dans les années à venir qu’avant

**Olivier Passet**

Il faudra alors accepter une baisse de % des actifs et les autorités monétaires ne voudront pas accepter.

**Florence Jany-Catrice** Professeur d’économie, Université Lille, Clersé-UMR

Il va y avoir une remise en question du modèle actuelle avec une inflation verte

L’aug des taux d’intérêt va aller à l’encontre de la transition écologique et sociale et cela sera source de encore plus d’inflation

**Olivier Garnier** Directeur Général des statistiques, des études et de l’international, Banque de France

Changement de régime oui mais peut-être pas une inflation élevée et une volatilité plus importante.

En ce moment les inflations sont basses sur le LT mais rien n’est figé, il faut éviter un changement des anticipations et c’est le travail des autorités monétaires.

**Thomas Grjebine** Economiste, CEPII

Les anticipations d’inflation ne sont pas obligatoirement autoréalisatrice. Il n’y a plus d’indexation et moins de syndicats donc cela marche moins bien.

Si on rentre en récession, les entreprises ne pourront pas de toute façon donner ces hausses de salaire.

**Face à cela : que fait-on ?**

**Florence Jany-Catrice** Professeur d’économie, Université Lille, Clersé-UMR

Engagement dans la transition écologique et sociale.

Tenter d’atténuer la question des inégalités économiques.

**Olivier Passet**

En France on n’a pas d’indexation officielle mais on a des minimas et des indices encore indexés.

Certains pays ont eu des stratégies assez différentes avec des chèques compensateurs plus que des indexations.

Cela peut modérer la consommation avec le signal prix.

Il y a différentes stratégies notamment avec des politiques nationales à l’Allemande.

Le mix policy est assez imprévu.

On est bien parti en France sur l’inflation mais on est devant le mur de l’inflation quand on va relâcher les aides.

**Thomas Grjebine** Economiste, CEPII

On utilise beaucoup l’arme budgétaire et c’était déjà le cas indirectement dans les années 70 sur les actions mises en œuvre.

Pour la France ce qui est compliqué : le dilemme entre l’équilibre interne et la compétitivité en France d’où le fait d’hésiter d’augmenter les salaires.

Peut-on se permettre une indexation des salaires ?

On doit sauver la planète, préserver le pouvoir d’achat et en même temps préserver le système productif et la compétitivité.

Va se poser alors la question de la dette publique.

**Olivier Garnier** Directeur Général des statistiques, des études et de l’international, Banque de France

Actuellement IPC n’est pas un indicateur de compétitivité car d’autres indicateurs jouent plus donc l’aug des salaires et les coûts de p°.

Sur les taux d’intérêt, faut-il les augmenter ?

Cela dépend des causes de l’inflation.

Le taux d’intérêt réel si on prend les anticipations d’inflation, il est élevé car on pense à LT qie l’inflation sera moins élevé.

Il est donc dangereux d’augmenter les taux d’inflation.

**Olivier Passet**

L’inflation est très toxique mais le système de gouvernance actionnariale était dangereux car le maintien du système passe par l’Etat et un endettement massif.

Or ce n’est pas normal.

Il y a des désordres et des anomalies qui peut-être sont en train d’être régulé mais de manière violente.

**L’État, jusqu’où?**

**Patrick Artus** Conseiller économique de Natixis et Professeur, PSE (absent)

**Agnès Bénassy-Quéré** chef économiste de la direction générale du Trésor

**Pierre-Cyrille Hautcoeur** Professeur, Ecole d’économie de Paris

**Gaspard Koenig** Philosophe et écrivain

**Xavier Ragot** Président de l’OFCE, Directeur de recherches CNRS

**Sophie Sidos** Présidente du Medef 38

**Modérateur : Pascal Riché** l'Obs

**Présentation :** Après la crise de la Covid, et dans la perspective de la transition énergétique, il est communément demandé à l’Etat de jouer un rôle beaucoup plus important. Il s’agit d’abord de porter, d’assurer les risques : risques économiques cycliques bien sûr, mais aussi risques financiers (garantie des crédits, des fonds propres, de nombreux actifs financiers...), risques de catastrophes naturelles. Il s’agit ensuite d’investir dans l’économie, pour la transition énergétique, la recherche, l’éducation, la réindustrialisation, la santé... Cela doit nous pousser à nous interroger sur les limites du rôle de l’Etat : quels sont les risques que l’Etat porte plus efficacement que le secteur privé ? Faut-il renoncer à faire porter des risques par les ménages ? Si l’Etat porte tous les risques, il devra refinancer les pertes par une hausse des impôts, et il va donc retransférer les risques au secteur privé. Quelle est la bonne articulation entre l’Etat et les entreprises pour investir dans l’économie ? Est-il normal que l’Etat réalise les investissements de rentabilité financière faible mais générant des externalités importantes et le secteur privé les investissements de rentabilité financière forte ?

**Informations pratiques :** Horaire :Mercredi 16 novembre - 18h00 - 20h00 Lieu :

**Pierre-Cyrille Hautcoeur** Professeur, Ecole d’économie de Paris

Périmètre de l’Etat a beaucoup changé et son intervention prend une multitude de formes.

Bcp d’actions de l’Etat sont faites par le privé avec des modalité de délégation de service public par exemple.

Beaucoup de chose qui sont du cœur de l’Etat ont été réalisé par d’autres acteurs pour le meilleur et le pire.

Cela s’expliquait par des différences de puissance.

Ce que recherche un Etat et les orga privées est la puissance au détriment parfois des populations.

C’est ce qu’on retrouve à l’époque de Colbert avec la création des compagnies …

Les GAFAM auj ont cette même logique de puissance.

Comme réponse on a eu la tentative de convaincre les citoyens de leur donner une légitimité plus grand car ils leur offre de plus grands services (la paix, les tribunaux de qualité, …).

Les services fondamentaux ont été apportés progressivement.

Les citoyens avaient une méfiance de l’Etat car sa mission principale était la guerre.

En France, l’Etat a obtenu une très grande légitimité car il a accumulé la fourniture d’un grand nombre de services.

Le concept de service public est très spécifique.

Début 20e siècle, on a des entreprises de plus en plus grandes et des Etats avec une capacité administrative de plus en plus importante (collecte d’info et paiement d’impôts)

Il y a une espèce de conflits/accords entre les 2. C’est une alliance à grande échelle qui se voit particulièrement pendant le 1re ww pour l’allocation des ressources avec la planification.

Puis les entreprises prennent leur distance sur la planification.

Il faut trouver une solution de partage des pouvoirs et c’est ce que Keynes va proposer.

Les entreprises se chargent de la p° et une grande partie de l’allocation des ressources et l’Etat assure la gestion macro.

Cela a été remis en question car on connait maintenant les perdants de la politique macro + une remise en cause des gaspillages.

On voit que l’Etat ne doit pas que gérer les défaillances de marché.

**Xavier Ragot** Président de l’OFCE, Directeur de recherches CNRS

* L’Etat n’a jamais été aussi présent dans la vie des individus dans notre histoire. L’Etat est omniprésent dans l’orga sociale. On le voit avec la part de la richesse redistribuée par l’Etat (% du PIB à l’époque de Keynes c’est 10%).

Il y a toutes les dimensions avec la gestion des risques (retraites, …).

Il y a une socialisation de l’économie.

La socialisation de la dette publique n’a jamais été aussi importante.

Cela a commencé sur la socialisation dans les bourses de travail qui ont créé les coopératives ouvrières et les systèmes de sécurité sociale.

On a tout étatisé la retraite et bientôt la dépendance.

Ce capitalisme socialisé a répondu au pbl social. La pauvreté n’est pas un pbl économique mais un pbl politique. Cela dépend des choix politiques, les outils politiques existent.

* On est en crise. On a construit une idéologie où l’Etat doit intervenir quand le marché n’arrive pas à faire les choses. C’est l’idéologie des années 80. Ça n’a pas marché car pendant la COVID19, l’Etat a sociallisé le marché du travail en payant les salaires. Face à la crise énergétique, l’Etat finance le bouclier énergétique. C’est un capitalisme extrêmement socialisé.

Même les Allemands ont introduit un salaire minimum en 2015.

On a un pbl intellectuel car on n’a plus de limites entre l’action privée et publique. Il faut repenser l’articulation.

Ce n’est que le début mais la transition énergétique va encore plus poser de pbl. Il y aura encore des vagues de socialisation sur l’écologie.

* La question de la liberté entre la liberté des nouveaux (libertarien, numérique) et des anciens.

Comment arrivons-nous à influencer l’APU ?

Ex : sur la réforme des retraites, quels pouvoirs avons-nous ?

Il faut un changement + profond.

**Gaspard Koenig** Philosophe et écrivain

Doctrine du 18 siècle humaniste.

Ce n’est pas le néolibéralisme, beaucoup plus étroit.

Les mercantilistes et Colbert ont comme opposants : les libéraux (Pierre de Boisguilbert) face à l’organisation des corporations.

On cherche des contrepouvoirs par rapport à la puissance centrale.

Plus que jusqu’où l’Etat mais quel Etat ?

L’Etat moderne a pour mission d’émanciper l’individu avec une sorte d’anticoagulant contre le retour des privilèges.

L’Etat moderne est contre la tribu pour que l’individu s’émancipe de celle-ci et puisse suivre son individualité (ex : séparation du droit et de la moral, la laïcité, …).

Hayek distingue le libéralisme gaullois qui passe par l’Etat et le libéralisme anglosaxon qui se méfie de l’Etat (Burcke qui critique la révolution française).

Il est dans le libéralisme français.

Sur le RSA, pour en profiter, on rentre dans un fonctionnement très intrusif.

Il y a une différence entre l’Etat libéral et moderne (intrusif, moraliste, ventripotent qui humilie les individus par son système de normes).

On en est arrivé là dans de nombreux pays.

M Foucault : le néo-libéralisme est utilitariste = comment je maximise le bien-être indépendamment du débat démocratique.

Ex aujourd’hui : les NUDGES

Les banques sont tellement régulés qu’elles ne sont plus libres et la différence est qu’elles font des bénéfices.

On ressent une oppression bureaucratique aujourd’hui.

Sentiment d’être engoncé dans un système public.

Graeber parlait de la bureaucratie du monde.

La norme se construit par un refus du risque.

Le politique va reprendre le pouvoir.

On pourrait faire des choix sous-optimales si on est prêt à payer plus .

Peu à peu l’Etat perd foi en lui-même (par les fonctionnaires), arrive alors les barbares qui détruisent tout pour permettre la reconstruction.

**Se pose la question de la transition écologique : est-ce à l’Etat de le faire ?**

**Agnès Bénassy-Quéré** chef économiste de la direction générale du Trésor

L’Etat n’invente pas des solutions hors contexte social mais réagit à des sollicitations.

L’inflation est un appauvrissement. Or l’Etat a supporter cet appauvrissement.

Or ce n’est pas soutenable donc il va falloir lisser.

La population n’est pas prête à payer plus pour le même service.

La solution est l’efficacité avec le risque de l’intrusion.

Sur la crise climatique : on a une faille de marché, des pbl d’effets de serre. Il va devoir intervenir massivement face à ces défaillances.

L’Etat peut être investisseur.

L’Etat ne peut pas financer toute la transition écologique.

Il faut des investissements privés et potentiellement étranger.

Il y a différentes hypothèses. Il faut des réallocations de secteurs (ex : isoler la maison et moins de loisir par exemple) et des actions de l’Etat.

**Sophie Sidos** Présidente du Medef 38

**Les entreprises ont-elles besoin des contraintes de l’Etat ?**

L’Etat apporte déjà des contraintes.

Il y a de nombreuses incertitudes et des difficultés de projections.

Il est possible de faire des efforts dans la sobriété.

Sans impulsion de l’Etat la transition sera difficile.

All plan de 200 mds d’euros et 12 mds pour la France.

USA a annoncé le 16/11 de nouvelles aides.

Il faut une aide de l’Etat.

**Xavier Ragot** Président de l’OFCE, Directeur de recherches CNRS

M Foucault ne connaissait pas les auteurs à l’origine du courant libéral : Walras.

L Walras était in socialiste (réseau de banque), il était un socialiste libéral pro-marché.

La sécu vient de ce courant libéral pro-marché.

Les français ne croit pas au marché mais il faudrait tout de même montrer le rôle du marché.

Il faut réhabiliter un certain libéralisme « raisonnable ».

**Koening :**

il faut laisser les marchés donner le signal prix.

**Lutter contre la pauvreté au plus près**

Président : **Nicolas Duvoux** Professeur de sociologie, Paris 8, président du comité scientifique du CNLE

**Axelle Brodiez-Dolino** Historienne, Directrice de recherche, CNRS

**Antoine Dulin** Vice président du conseil d'orientation des politiques de jeunesse

**Marie-Aleth Grard** Présidente d'ATD quart monde

**Thomas Lellouch** Directeur de Projet Statistiques de la grande pauvreté, INSEE

**Fabrice Murtin** Economiste à l’OCDE, Centre for Well-being, Inclusion, Sustainability and equal Opportunities

**Présentation :** Malgré son apparente évidence, la pauvreté est une question âprement débattue, tant du point de vue de la recherche que de l'action. Que ce soit les critères retenus pour la définir, les priorités d'action publique à retenir, de nombreux débats se développent dont cette table-ronde a vocation à rendre compte. L'histoire de la pauvreté et des relations de la société avec les pauvres; les formes contemporaines de lutte contre la pauvreté, que ce soit par le droit ou, de manière plus spécifique en s'adressant aux jeunes seront abordées. De même, les aspects territoriaux de la pauvreté ou les spécificités de la mesure de la grande pauvreté feront partie des enjeux soulevés. Dialogues Economiques (revue de vulgarisation scientifique en ligne, éditée par Aix-Marseille School of Economics) a sélectionné pour vous parmi ses billets Pauvreté dans le monde : le compte n’y est pas

**Informations pratiques :** Horaire :Jeudi 17 novembre - 09h00 - 10h30 Lieu : Bourse du Travail', 205, Place Guichard, 69003 Lyon

**Axelle Brodiez-Dolino** Historienne, Directrice de recherche, CNRS

Vision historique

Pauvreté et traitement de pauvreté a été entre la dureté et la compassion. Au début ce fut la compassion à l’image de la religion et le Christ.

Ca c’est durci dès le 14e siècle (1350), on a une forte croissance démographique, les pauvres doivent migrer + peste noire.

Or si les gens migrent cela entraine une transmission des microbes + aug des salaires …

On va avoir une politique très dure sur la pauvreté. On les punit.

Un bon pauvre ou pas est

* La localité (si on est « d’ici ») on est aidé
* Si on capable de travailler ou pas (si on est capable de travailler pas aidé sinon on a l’assistance).

Fin du 19e siècle, on a la 3e république

* Misère rurale à urbaine
* Grande dépression des années 1870-1890 avec l’existence d’un chômage subi.
* La répression ne traite pas les causes.

On a les 1re grandes lois d’assistance et d’assurance.

20e s, 1re moitié : réduction de la pauvreté des ACTIFS par accès au travail et protection sociale asssistancielle et assurancielle.

Les inactifs sont encore touchés par la pauvreté

Cela a des csq sur la définition de la pauvreté.

Fin 19e siècle : pauvre = assisté.

On essaie de forger des seuils avec la pauvreté absolue et la question des besoins nutritionnels.

USA et angleterre, il y a un calcul en pauvreté absolue qui domine.

En France au 20e siècle, on va mettre en œuvre une mesure de la pauvreté relative (50% du revenu moyen puis médian puis 60%)

Ce qui change dans les années 70

* Crise des années 70
* Mondialisation et nouvelle concurrence
* Désindustrialisation et chômage de masse
* Les entreprises flexibilisent ce qui crée de la précarisation

La fin du modèle fordiste entraine un creusement des inégalités par le bas et le haut (avec l’augmentation du nombre de milliardaires par exemple.

Le visage de la pauvreté évolue.

On retrouve la pauvreté des actifs et moins sur les inactifs

Ex : famille monoparentale, jeunes, faibles qualification, travailleurs pauvres, ceux issus de l’immigration.

Il y aune pluralité de réponses possibles.

France dans les 80’s c’est la gestion dans l’urgence (faire face à la pauvreté ex : logement d’urgence).

90’s, on cherche à développer des moyens curatifs et moins paliatifs comme le RSA, la CMU

Les anglosaxons c’est plutôt workfare sans empathie.

Pays nordique : workfare avec plus d’empathie avec l’activation sur le marché du travail.

La France est séduite par ce discours sur le workfare.

Plus que lutter contre les pauvres, il faut lutter contre la pauvreté.

Cela passe par la formation, l’accès des femmes sur le marché du travail, le regard social à changer …

**La pauvreté relève d’une relation sociale, se pose la question de la mesure de la pauvreté. Il existe des mesures différentes**

**Thomas Lellouch** Directeur de Projet Statistiques de la grande pauvreté, INSEE

1re approche = pauvreté monétaire = 60% du revenu médian.

1100€ par mois. Cet indicateur est simple et permet des comparaisons internationales.

Cet indicateur ne dit rien sur les conditions de vie des personnes et l’intensité de la pauvreté.

La pauvreté en condition de vie : 13 privations matérielles et sociales et un seuil est défini au niveau européen. Il faut au moins 7 privations.

Il y a une enquête annuelle, harmonisé au niveau européen.

Cette mesure est partielle pour voir toutes les dimensions de la pauvreté.

Il y a des éléments de recherches pour les compléter.

La question est combien :

* Seuil de pauvreté 9 millions de personnes
* 1/5 soit pauvre avec le seuil ou en condition de vie.

La combinaison des 2 indicateurs a été mobilisée pour définir la grande pauvreté.

L’Insee fait un calcul habituellement en pop générale avec un logement ordinaire.

Or se pose le pbl des SDF qui sont en dehors des « radars » des indicateurs traditionnels.

L’insee fait des enquêtes spécifiques sur les SDF et les personnes bénéficiant de l’aide alimentaire.

Ce sont des enquêtes complémentaires.

Ils se tournes vers les associations

**Fabrice Murtin** Economiste à l’OCDE, Centre for Well-being, Inclusion, Sustainability and equal Opportunities

Indicateur de bien-être de l’OCDE et les indicateurs.

Il n’y a pas d’information au niveau infrarégionale.

Au niveau français, le travail a été fait sur les villes pour identifier la pauvreté multidimensionnelle.

Cela recouvre

* L’endettement civique (particpation aux élections présidentielles)
* L’éducation (diplôme du secondaire)
* La pollution (de l’air)
* Niveau de santé
* L’hébergement : nbre de pièces par personne
* Revenu médian par unité de c°
* Taux de chômage

Tous agrégé entre 0 et 1 et agrégé

Des cartes sont réalisées pour montrer pour chaque indicateur les régions en difficultés ou pas.

Il peut y avoir par exemple des différences de 4 ans d’espérance de vie.

Par exemple, la forte pollution explique ces différences d’espérance de vie.

Ouest de Paris, Est de la France et Occitanie et des clusters (villes importantes et prospère : apparaissent comme ayant un bien-être multidimensionnel.

Pauvreté multidimensionnelle : nombre de dimensions où les villes sont 20% en dessous de la moyenne.

Cette pauvreté est importante dans le nord de la France, bassin désaffecté et dans les périphéries des vies.

Quartier nord de marseille, seine st Denis, Nord de la France entre Calais et Valencienne … très touché par la pauvreté multidimmensionnel.

On retrouve les départements : Nord, Oise, Guadeloupe, Guyane, Seine St Denis ….

5.2 millions de personnes, 7.7 % de la population

L’étude sera publiée :

https://www.ocde.org/wise

La pauvreté est aussi une réalité.

Se pose la question de la jeuness.

**Antoine Dulin** Vice président du conseil d'orientation des politiques de jeunesse

Allongement de la durée des études, l’entrée plus tard pose des pbl

Se pose le pbl de l’autonomie financière et aussi de l’accès à un logement.

En France ont est dans une logique de famillalisation (pas d’aides à 18 ans et très peu avant 25 ans)

* Garantie jeune en 2013 et généralisé en 2017 avec un dispositif de 1 an (ce n’est pas un droit) = 480 euros pour un an.

Il y a un certain nombre de réussite.

Aussi des échecs avec de nombreux jeunes se retrouvant sans solution

* Question du RSA jeunes et les aides lors de la crise sanitaire.

Pendant la crise on a aidé ceux qui bénéficiaient du RSA. Pbl les jeunes ne bénéficient pas du RSA.

On est passé par les APL, crouss et repas à 1€.

Pbl : les APL ne sont pas un outil de lutte contre la pauvreté et beaucoup de pauvre n’accède pas aux logements

* Avril 2022 (pour remplacer la garantie jeune) : développement du « contrat d’engagement jeune » 18 mois d’aides plus sur les jeunes en rupture = 500 euros par mois

Il y a beaucoup de mobilisation locale, des départements, métropoles ont mis en œuvre des dispositifs avec des aides spécifiques.

Ce sont plutôt des bricolages et moins des dispositifs globaux

+ aujourd’hui, il y a le pbl de la pauvreté des étudiants.

Il y a un risque de délitement de cohésion sociale.

**Marie-Aleth Grard** Présidente d'ATD quart monde

2 Millions de personnes en grande pauvreté.

Le problème est démocratique.

On a un cumul de précarité : emploi, logement, éducation, …

Ce ne sont pas que des accidents de la vie. Ce sont des pbl transmis de génération en génération.

Il y a eu un travail avec les chercheurs (Oxford) et les personnes qui sont au contact de la grande pauvreté.

Le constat des 1ers pbl, csq :

1er pbl : perte d’estime de soi, culpabilité, perte de confiance.

Remarque : on ne vit pas au RSA, on survit … il y a un jugement social

2e pbl : cas de non recours, 30% des personnes ayant droit au RSA ne vont pas le demander.

Que faire ?

* Faire pression pour faire changer les choses sur les politiques
* Expérimenter (territoire 0 chômeur de longue durée).

**Lien entre prestation sociale et « assistanat » ?**

**Cela n’est pas particulièrement démontré dans les études.**

**Les révolutions du travail**

**Olivier de la Clergerie** Cofondateur du groupe LDLC

**Guillaume Delautre** Economiste, Département Politique de l’emploi, BIT

**Hélène Garner** Directrice du Département Travail Emploi Compétences - France Stratégie

**Pierre-Noël Giraud** Professeur d'économie à Mines ParisTech et à Paris Dauphine

**Modérateur : Jean-Paul Chapel** France 2

**Présentation :** La nature et les formes du travail ne cessent d’évoluer, à la fois du fait des évolutions techniques et productives et des aspirations sociétales. La diffusion massive du télétravail avec la crise du Covid a transformé notre manière de travailler comme notre rapport au travail. Elle a accéléré la numérisation de notre économie avec son lot de peurs et d’espoirs mais elle a également changé notre rapport au travail, sa place dans nos vies et son sens. Et chacun pressent que la bifurcation de notre économie imposée par le changement climatique et les atteintes à l’environnement va encore sensiblement modifier le contenu de notre travail et notre rapport à la technologie. Comment faire du travail le levier d’une économie à la fois du bien-être et de la transition écologique ? Les révolutions amorcées peuvent-elles contribuer à un travail de meilleure qualité et respectueux de notre environnement ? A quelles conditions ? Réduire son temps de travail, développer les compétences indispensables à la transition écologique, se former à une technologie écolo compatible…quelles pistes sont aujourd’hui en débat ? quels sont les risques mais aussi les opportunités des révolutions du travail en cours ? Version en date du 27/10/2022 Page : 35 -

**Informations pratiques : Horaire :Jeudi 17 novembre - 11h00 - 12h30**

**Hélène Garner** Directrice du Département Travail Emploi Compétences - France Stratégie

France stratégie, ancien commissariat général du plan.

Les travaux sont prospectifs à 10 ans.

Objectif : anticiper les mutations du marché du travail.

Métier du futur et les grandes mutations.

1 million d’emplois sur 10 ans créés, dans les métiers qualifiés.

Les plus dynamique : cadre informatique, formation et conseil + métiers du Care du soin, du lien.

Il y a une préférence pour la santé des ménages qui conduit à une aug des besoins.

Cela est comparé aux trajectoires des jeunes pour voir s’il y aura des déséquilibres.

Cela aura des conséquences des acteurs sur le marché du travail.

Ppx déséquilibres :

* Métiers peu qualifiés (agents d’entretien)
* Métiers de cadres notamment informatiques, de conception (architecture, conseil), activités juridiques et conseils et agriculture

Si on prend en compte la stratégie bas carbone et le scénario de référence. On a 200 000 emplois dans les métiers de la construction et de gros besoins dans ce domaine et dans le 2nd œuvre.

Les besoins agricoles seront importants si on remet en question l’agriculture intensive.

Il y aura des destructions dans les transports ket l’industrie chimique.

**Pierre-Noël Giraud** Professeur d'économie à Mines ParisTech et à Paris Dauphine

Le numérique est une révolution car cela porte sur notre fonction cognitive, une extension du cerveau de l’homme.

Les impacts seront très importants.

Les emplois qualifiés peuvent être de surveiller des robots comme dans une centrale nucléaire.

Certains emplois très qualifiés peuvent être très inintéressants.

Certains emplois seront routiniers.

Le télétravail va modifier beaucoup de chose.

Alors que nous parlons de démondialisation, le télétravail va favoriser la globalisation des firmes.

Cela va modifier le système hiérarchique dans les entreprises.

Cela donne la possibilité mais ce n’est pas automatique car ce n’est pas la technique qui modifie l’organisation du travail.

Pour que le télétravail soit satisfaisant, il faut que l’organisation du travail se modifie en profondeur.

Il va falloir passer à des modes d’organisation du travail sans petit chef mais plus des coachs avec un contrôle uniquement sur les résultats.

(voir études de la Frabrique de l’économie sur ce point)

Le télétravail enlève les relations informelles et les rencontres de hasard qui favorise l’innovation (ex : la cafétéria).

De nouvelles cafétérias vont se constituer au niveau local entrainant des esprits de start-up dans ces espaces tiers.

Il va y avoir une porosité des frontières dans le monde industriel.

**Olivier de la Clergerie** Cofondateur du groupe LDLC

Les être-humains sont dans des sociétés globales avec une frontière perso et pro de plus en plus complexe.

L’entreprise doit se saisir de ces enjeux.

Il y a des constats sur la fatigue, burn out, stress …

Le groupe a mis en œuvre un accord sur la semaine des jours.

Il faut s’assurer que l’environnement des travailleurs est adéquats.

Il ne faut uniquement s’attacher aux éléments matériels et aux décors.

Il faut voir comment est vécu le travail en dehors.

Beaucoup de cadre organise leur vie perso dans le temps pro car ils n’ont pas le temps.

Dans les couples aujourd’hui les 2 travaillent, les personnes prennent sur les temps de repos pour gérer la logistique perso -> épuisement de la population.

Il y a eu un travail fait

1re vision = baisse du temps de travail mais ce n’est pas suffisant pour gérer les contraintes perso. Donc choix de 4 jours et 32h.

Obj : ne pas trop allonger la pénibilité de l’emploi car des journées de 10h ce n’est pas non plus la solution.

32h payé 35h.

En 2 ans

* Baisse du stress
* Un plaisir de venir au travail.

**Guillaume Delautre** Economiste, Département Politique de l’emploi, BIT

BIT organisation tripartite avec gouvernement, représentant des travailleurs et des employeurs.

Moyens d’actions : normes internationales et conventions (190)

Une fois ratifiée ces conventions s’imposent au pays.

Il y a aussi une aide technique et de recherche.

La question de l’avenir du travail est très importante.

Déclaration du centenaire : constat des grandes mutations du travail dans le monde.

Nécessité d’investir sur la formation et la protection sociale

mais aussi les droits fondamentaux, salaire minimumn durée du travail, sécurité au travail.

Il faut aussi promouvoir une croissance durable et soutenable.

C’est la feuille de route du BIT.

Se pose le pbl des plateformes numériques en matière de travail.

C’est une relation tripartite.

Elles n’ont pas de coûts de transaction, forte économie d’échelle une fois l’algorithme créé + arbitrage avec les législations du travail selon les pays où c’est le plus avantageux.

Travailleurs sont plutôt des hommes, plus éduqués que la moyenne (avec le pbl de l’appariement du marché du travail), rémunération principale ou secondaire, souvent des migrants ou en plus grande proportion.

L’impact sur l’emploi est difficile à mesurer. Uber à New york à son arrivée a créé peu d’emplois avec une substituabilité importante.

Un gros pbl est la classification des travailleurs. Les plateformes ne sont pas des employeurs mais des intermédiaires avec des travailleurs indépendants.

Il y a eu de multiples contentieux et des initiatives législatives avec des résultats contradictoires sur les avis des législations sur indépendant ou pas.

**Question**

**Sur les normes comme OIT ne fait pas la police cela pose pbl**

Effectivement ce n’est pas son rôle.

**Sur les migrants, ils travaillent de manière non déclarée ce qui pose pbl.**

**Passer à 4 jours : cela est plus facile dans une orga numérique qui fait plus de profits**

Le sujet est plus large.

Il n’y a pas d’aug de la productivité mais la productivité est plus stable avec moins de perte par exemple le vendredi.

Il y a une régularité dans la production des tâches.

Se pose le pbl de ceux qui travaille beaucoup, comment cela s’est-il passé. Il a afallu repenser les tâches et notamment les tâches inutiles.

Il faut retravailler sur le temps de travail nécessaire et tâches inutiles pour que les cadres retrouvent du temps.

Il faut distinguer le temps passé et le temps utile.

Une forte diminution des réunions a aussi été mise en œuvre.

Il faut changer les habitudes.

Une expérience a été faite : fermeture des salles de réunion pendant 3 mois et ils pouvaient se réunir dans d’autres lieux (cafét, espaces généraux, …).

A la réouverture, les salles de réunion n’ont pas été reprises.

Machine à café : centrale dans l’entreprise pour favoriser les échanges entre les services.

**Sur le numérique**

Plus de destruction d’emploi que de création dans le numérique.

La seule vraie question est le déversement vers la satisfaction des besoins exprimés.

La grande question est la formation.

**Les Etats sont-ils compétents pour orienter les emplois :**

C’est le travail de France stratégie.

Il s’agit d’agir sur la réallocation de la main d’œuvre.

Il y a de l’anxiété car on voir plus facilement les perdants que les gagnants.

L’objectifs est de préparer le marché du travail.

**Facebook envisageait 100% du télétravail** ce qui permet d’avoir des cadres, codeurs … partout dans le monde. C’est l’entreprise globale pure avec une arbitrage compétence/coût possible. On a une entreprise nomade.

France stratégie

L’évolution du télétravail en « mode projet » fait perdre le sens du collectif et peut être inquiétant.

Il faut développer beaucoup plus les soft skills.

**La fragmentation du monde**

Président : **Michel Fouquin** Conseiller au CEPII

**Elie Cohen** Directeur de recherche CNRS

**Mathilde Maurel** Directrice de recherche, Centre d'Economie de la Sorbonne CNRS-Université Paris 1 et Senior Fellow Ferdi

**Marie-Cécile Naves** Directrice de recherche, IRIS (absente)

**Présentation :** L’accélération de la mondialisation commerciale et financière a conduit à des niveaux d’interdépendance exceptionnels entre les nations, elle était largement le résultat de la volonté politique des États-Unis et de ses alliés européens et japonais, qui s’est ensuite étendue aux pays émergents. Cette stratégie était fondée sur l’idée que grâce au développement des échanges internationaux la prospérité gagnerait le monde entier et réduirait les risques de conflit. D’une certain façon ce résultat a été en partie atteint par la réduction massive de l’extrême pauvreté et l’adoption par les pays émergents de politiques d’ouverture économique. La Chine en étant l’exemple le plus frappant. L’idée sous-jacente était aussi que le modèle économique libéral se traduirait par la diffusion du modèle politique libéral ce qui est clairement une illusion. Pire la réaffirmation par la Chine et par la Russie d’un modèle de société autoritaire, qu’ils conçoivent comme supérieur et opposé au modèle occidental, conduit à une aggravation des tensions internationales. L’agression de l’Ukraine par la Russie en est une illustration. L’alliance indéfectible de la Russie et de la Chine, le refus de sanctionner l’agression d’un pays indépendant est une rupture majeure dans les relations internationales. Rupture d’autant plus dangereuse que la Chine réaffirme régulièrement sa volonté de réunifier Taiwan, de grès ou de force. Ce qui implique la possibilité du déclenchement d’une guerre d’agression contre l’île qui est un pôle d’innovation majeure dans l’économie numérique notamment. Rupture d’autant plus grave que de nombreux pays d’Asie (Inde, Pakistan, Indonésie pur l’Asie mais aussi en Afrique) ne soutiennent pas les sanctions décidées par l’Occident. L’usage de l’arme économique et des sanctions s’amplifie tant du côté américain contre la Chine, que de manière plus générale du côté occidental vis-à-vis de la Russie. Ces politiques révèlent de grandes fragilités : risques énergétiques, risques alimentaires, risques technologiques etc…Elles montrent aussi la faiblesse des institutions multilatérales pour y faire face.

**Informations pratiques :** Horaire :Jeudi 17 novembre - 14h00 - 15h30

On constate une fragmentation plutôt qu’une rupture.

L’intérêt géopolitique l’emporte sur les intérêts éco (ex : guerre en Ukraine pour la Russie)

Fragmentation en 3 camps

Camp occidental/ sino-russe / non alignés

L’imbrication du monde cependant rend la rupture complète quasi impossible à CT-MT. Mais à LT ?

Le monde n’est plus le même que celui des 30 glorieuses.

Depuis 2008, syst se fissure

* Dvlpmt des sanctions
* Dvlpmt du protectionnisme, restriction aux exportations (Le blé en Inde, USA vis-à-vis de la Chine, …)
* 2012-2013 Xi Jing Ping arrive avec une rupture par rapport à avant où la Chine était relativement modeste. De grands projets sont lancés.
* L’agressivité de la Russie
* USA sont dans une croisade et finance les efforts de guerre en Ukraine et vise la Chine comme ennemi
* L’Europe sous l’impulsion de l’All joue le jeu de l’ouverture et cela jusqu’en 2022 où nous sommes coincés.

Chaque pays est en train de redéfinir ses objectifs stratégiques.

La règle de la loi du marché n’est plus, ce sont les Etats qui définissent leur objectif stratégique à coup de milliards.

L’objectif est de faire un tour d’horizon de ces grandes pays.

On a une remise en question du consensus de washington (FMI, Bq mondiale) sur les aides aux PED qui sont conditionnées à des conditions libérales.

**Mathilde Maurel** Directrice de recherche, Centre d'Economie de la Sorbonne CNRS-Université Paris 1 et Senior Fellow Ferdi

**Cas de la Russie**

La Russie est irrationnelle depuis l’invasion de l’Ukraine.

Cela était latent mais depuis 2022, il y a la rupture.

Russie a bénéficié de la mondialisation.

L’enrichissement vient de l’intégration dans le commerce mondiale (Douglas Irwin).

Le principal partenaire de la Russie est l’occident et stt l’Europe.

Le commerce est utilisé à des fin politiques. On remplace la pression militaire par la pression économique (chantage au gaz …).

Russie est une économie de rente. Elle est exposée au syndrome de la maladie hollandaise.

Se pose le pbl de la corruption et une bureaucratie qui cherche à s’approprier une rente dans l’énergie.

83% de gaz exporté vers l’Europe mais cela représente un peu plus de 40% des importations des Européens.

Ce bien est peu fongible et les gazoducs sont indispensable et hérité de l’Union soviétique et passe notamment par l’Ukraine.

Obj avant la guerre : contourner les gazoducs traditionnels, développer des infrastructures (Norstream I et II)

2019 la Russie arrête ses appro via l’Ukraine car le pays n’a pas payé.

Les pays commencent à comprendre que les priorités russes ne sont pas économiques mais plus géopolitiques.

Russie annonce une réorientation vers l’Asie.

Se pose la question des infrastructures et du prix de ventes aux PED.

La chine s’est 10 fois moins de gaz exporté par rapport à l’UE.

La Chine négocie ses prix systématiquement + conditions géographiques pas très favorables

45% du budget de l’Etat.

CCl

UE réoriente ses importations de gaz. Aucune sanction pour l’instant. Cela commence en décembre.

**Sur le pétrole, 3e producteur mondiale. 3 x plus importants que le gaz. 50% vers OCDE et 20% pour Asie.**

X° 90% de la croissance Russe.

La Russie instrumentalise ses ressources.

Il y a des sanctions pas sur les importations de pétrole mais sur les technologies car c’est un pays qui dépend des technologies étrangères

Le ministère de finance Russe indique que la production de pétrole devrait baisser.

Csq :

Départ des entreprises occidentales de Russie ce qui hypothèque l’exploitation de la ressource et la demande.

Il y a aussi des conséquences importantes des importations de la Russie.

**Csq sur le RDM**

Recul de 1% du PIB mondial. La récession concernera beaucoup plus la Russie.

Risque de famine à cause du blé : Afrique, proche Orient, Amérique latine.

Les restrictions au commerce international sont corrélées au prix du blé, c’est donc un danger politique à terme.

La Russie va subir une exclusion de la scène Ial.

Syndrome hollandais : surévaluation du tx de change à cause de l’avantage concurrentiel sur la matière 1ere qui fragilise l’économie surtout si aucune réforme n’a été faite. C’est une maladie institutionnelle.

Cela décrit les effets pervers de la dépendance à une rente sur une économie (Vénézuela, …)

+ la démographie est une faiblesse aussi du pays.

Président : **Michel Fouquin** Conseiller au CEPII

Le double jeu chinois avec une contradiction entre l’objectif idéologique et les enjeux économiques.

Chine : réussite économique exceptionnelle jamais vu avant.

13% du commerce mondial en partant de 0 dans les années 80.

Importance de la présence et des Ients Ix au sein de la Chine pour combler le fossé technologique au début des réformes.

2 buts des Ients internationaux.

* Pour les FMN la compétitivité prix
* L’accès au marché Ial comme dans l’automobile (niveau de p° en Chine > niveau p° dans leur propre pays des entreprises occidentales sauf pour les constructeurs français).

Apple fabrique encore ses iphone en Chine avec une entreprise Taiwannaise Foxconn

L’idée est de « pomper » les savoirs et compétences.

Obj en 2049 de devenir la plus grande puissance Iale sur tous les plans économiques notamment.

L’affichage d’être le meilleur n’est pas gênant mais le modèle se développe en opposition du modèle occidental jugé comme décadent.

Ex : la lutte contre la COVID

L’Etat a des obj de très LT 20 ans et 30 ans.

La Chine va nous poser un défi technologique (au niveau industriel et militaire).

Il recherche la rupture technologique plus que l’amélioration.

Ils ont également un projet pour le monde : les routes de la soie (port, aéroport, ligne de chemin de fer) pour connecter la Chine avec le monde.

Des centaines de milliards pour assurer cette connexion en 2049.

Cet outil économique est aussi diplomatique vis-à-vis des PED qui deviennent dépendant.

+ création de banque de développement Chinois qui viennent doubler la Banque mondiale.

Multiplication des accords commerciaux pour concurrencer l’OMC.

Parallèle :

L’influence Russe c’est Wagner

Chinois : aucun engagement militaire.

Depuis le 20e congrès, on a l’impression que la Chine se prépare à la guerre avec Taïwan

Cela se voit dans l’alimentaire.

Chine 60% des stocks de Maïs, 50% des stocks de blé …

+ exercices militaires cet été pour encercler Taïwan.

Elle montre sa capacité à isoler Taïwan plutôt qu’une attaque directe.

**Elie Cohen** Directeur de recherche CNRS

Europe va être la plus touchée.

Elle se constitue dans un contexte de mondialisation heureuse.

Elle prospère dans le cadre du marché intégré.

Elle n’a pas les mêmes projets que les 2 autres pays présentés

Elle n’est pas dans une logique de puissance.

La période récente qui a mis en avant les multiples dépendances (sanitaires avec masque, énergie, les composants, …)

Elle prospère dans le cadre d’un monde ouvert.

Face à ces chocs, elle réagit.

Elle a fait l’inventaire de ses fragilités et dépendances dans les différents secteurs industriels.

Elle s’est interrogée sur les fragilité acceptable et les autres.

Elle est sortie avec un plan.

Elle a sorti une stratégie de la résilience avec 3 pieds : Il faut **diversifier les appro, reconstituer les stocks, relocaliser.**

* Réindustrialisation, relocalisation : pbl les causes des délocalisations n’ont pas changé donc pas toujours possible.
* Secteur par secteur, on travaille sur les fragilités.

Ex : on est incapable de produire du paracétamol en Europe donc on va relocaliser une partie.

On a créer des PIEC, des programmes communs pour inciter l’innovation, réallouer les innovations, acceptation d’aides nationales/d’entente pour atteindre les obj.

On a le « chips act » : accroitre l’autonomie en matière de composant techno

* 11 mds de fonds pour la recherche et l’inno
* D’ici 2030 l’Europe doit produire 20% de la demande de composants mondiale soit x4 de la production
* Acceptation d’aides privées.

On est à 41 milliards d’aides.

On a en même temps la Chine qui investit massivement et les USA qui mettent des milliards sur la table.

L’Europe a décidé de nouer des partenariats stratégiques avec partenaire en Chine et aux USA (Intel).

Obj : avoir des transferts tekchno

Infineon à Dresdes, usine Intel

TSMC et un partenariat avec Thomson peut-être

On relâche les contraintes en matière d’aides publiques.

Tout cela pose des pbl

* L’Europe est un groupement de pays et les rivalités sont apparus pour attirer les partenaire sur le territoire. Il y a une course à la subvention.

La France fait appel à l’autorité de la concurrence pour éviter la concurrence déloyale.

* Doit-on faire des composants électroniques pour les usages européens (auto notamment mais peu avancée technologiquement) ? ou faut-il faire des composants à la pointe de la techno qui concerne le numérique (téléphone ?)

IMEC en Flandres a été désigné comme le futur champion à coup de subventions et d’aides multiples.

L’Europe s’est saisie du pbl et investit dans les mêmes domaines que la Chine et les USA.

Si tout le monde fait la même chose, qu’est ce qui fera la différence ?

Si on gratte un peu : la 6 G (Chinois financent un bouquet de satellite, en Europe c’est pas prévu réellement : 5 G et au-delà).

La Chine veut prendre le leadership mondial dans ce domaine.

Quid des moyens mis en œuvre pour attendre les obj.

L’Europe commence à réfléchir en termes de souveraineté mais c’est contraire à son ADN.

Elle est dans un processus d’apprentissage.

Ex : l’Allemagne doit se redéfinir fondamentalement car elle avait abandonnée le militaire aux USA, l’énergie avec la Russie et fait un partenariat industriel avec la Chine.

**Conclusion : l’Europe est très fragilisée.**

**Buy american act : priorité d’acheter aux entreprises US**

Un Buy european act pourrait être envisagé mais cela poserait de gros pbl (ex dans l’armement)

Le plan sur les calculs quantiques sont intéressants mais tout le monde fait la même chose.

**France a une place spécifique de part son histoire de planification.**

**France 2030 s’inscrit dans les PIEC européens.**

**Un certain pessimisme sur le cas Taïwan qui devrait arriver et demande de se préparer.**

**Cash numérique versus Bitcoin ?**

Président : **Marc-Olivier Strauss-Kahn** Chargé de cours, ESCP, ESSEC, Sciences Po

**Nathalie Aufauvre** Directeur Gé9néral de la stabilité financière et des opérations, Banque de France

**Serey Chea** Gouverneure adjointe, Banque Nationale du Cambodge

**François-Louis Michaud** Directeur général, Autorité Bancaire Européenne (ABE)

**Philippe Thevoz** Membre du Comité OCDE d’Experts de la BlockChain ; Vice-Président eGouvernement, SICPA

**Présentation :** Pas un jour ne passe sans un article sur la régulation des crypto, les risques des stablecoins, ou les annonces ou essais de Monnaie Numérique de Banque Centrale (le cash numérique). Face au yoyo du Bitcoin, aux projets même abandonnés du type Libra-Diem de Meta, ou au crash de Terra, les régulateurs s’activent et plus de 100 Banques centrales étudient ou lancent un cash numérique ! Facilitées par la technologie et accélérées par la pandémie, les opportunités fleurissent … mais les risques restent grands en termes de confiance, stabilité, souveraineté et géo-politique, protection, etc. Ce Panel est composé de deux banquières centrales aux approches différentes (France et Cambodge), d’un régulateur bancaire, expert du marché des cryptos, et d’spécialiste de la BlockChain, issu du secteur privé.

**Informations pratiques :** Horaire :Mercredi 16 novembre - 11h00 - 12h30 Lieu : En ligne, , Accès : Conférence disponible sur notre site Internet